

ANGOLA, LES VOIES DE L'ETHNISATION ET DE LA DÉCOMPOSITION

I - DE LA GUERRE À LA PAIX (1975-1991) : LE CONFLIT ARMÉ, LES INTERVENTIONS INTERNATIONALES ET LE PEUPLE ANGOLAIS¹

1992-1994

Après un intermède de seize mois seulement, l'Angola est replongé dans la guerre civile pour la troisième fois de son histoire récente. Jusqu'en mai 1991, le pays était déchiré par un conflit puissamment alimenté par des alliés extérieurs, qui n'avait cessé de s'étendre depuis l'indépendance de 1975, acquise en pleine guerre civile et internationale au terme d'une lutte nationaliste armée menée depuis 1961.

La dernière guerre a commencé à l'automne 1992 après la tenue les 29 et 30 septembre d'élections multipartites qui se jouèrent pour l'essentiel entre les deux "partis armés", les anciens belligérants : le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola), ancien parti unique resté au gouvernement, et l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola). Elles donnèrent au MPLA aux législatives, avec 53,7 % des voix, une très large victoire sur l'UNITA qui n'en recueillit que 34,1 %, et aux

1. Le retour à la guerre a donné lieu non seulement à des interprétations complètement antagoniques mais même à des versions incompatibles des événements, et la tendance à la reconstruction de l'histoire du conflit et de l'histoire angolaise récente est extrêmement forte. Aussi m'a-t-il paru nécessaire d'entrer dans un certain détail pour rendre compte de la base historique et structurelle du retour à la guerre et de ses formes, et pour exposer l'enchaînement des événements dans ce qu'il a aussi eu de non fatal. Des pans entiers de cette réalité historique et sociale ne seront cependant pas abordés ici. La seconde partie de l'article, qui s'insérera dans le numéro 3 de *Lusotopie* consacré aux "transitions démocratiques en Afrique lusophone", traitera du processus mis en route par les accords de paix, de l'involution politique et sociale qu'il a permise, de la reprise de la guerre et de ses effets sociaux.

présidentielles une victoire relative mais nette de José Eduardo dos Santos, le président du MPLA et de l'Angola (49,57 % des voix), sur Jonas Savimbi, le chef de la rébellion (40 %)².

Dénonçant une "fraude massive et généralisée", l'UNITA prit le vote en otage : elle remit en ordre de bataille sa machine de guerre et posa sous la menace des armes des exigences à sa démilitarisation. Malgré l'engagement de discussions entre le gouvernement et le mouvement rebelle sous l'égide de la communauté internationale éclatèrent à Luanda et dans d'autres capitales de province à la fin du mois d'octobre ce que le MPLA choisit d'appeler la "bataille des villes" et l'UNITA "les massacres" de la Toussaint, qui firent sans doute plus de deux mille victimes, massivement dans les rangs de l'UNITA.

Après cet acte inaugural, et malgré des tentatives de dialogue et de négociations, la guerre s'est généralisée. Et elle est bien pire qu'une "reprise" de la guerre ancienne : non seulement à cause des morts, des ravages humains, des destructions hors de toute échelle jusqu'alors connue en Angola, mais surtout, après le tour pris par les affrontements dans les villes, à cause des massacres de civils et notamment de leur "dérapage" ethnique, des caractéristiques mortifères nouvelles que prend d'emblée cette guerre et qu'exprime l'entrée en nombre de civils comme acteurs, victimes ou cibles. Aujourd'hui, même si des accords finissaient, comme cela est possible sous la pression internationale, par être signés, le mal est fait : toute confiance étant désormais abolie entre les deux belligérants, ils auraient moins de chances encore qu'ils n'en avaient en 1991 d'être respectés par les deux directions des camps en guerre. Même s'ils l'étaient, la guerre actuelle ne restera pas une parenthèse qu'on pourra simplement refermer : ont été réveillées et nourries des haines, creusés entre les Angolais de nouveaux fossés, infligées des blessures dont on voit mal qu'elles soient avant longtemps cicatrisables.

L'aboutissement de la "transition" est donc gravissime. Et il s'agit bien d'un résultat, acquis seulement au terme d'un "processus de pacification" très singulier. La reprise d'affrontements armés était évidemment, entre deux forces se disputant le pouvoir sur l'État, toujours possible, mais la tragédie de cette descente aux enfers ne s'explique dans son ampleur et ses effets sociaux délétères que par le cadre posé par ce processus et la façon dont ceux qui s'en étaient arrogés la responsabilité exclusive, Angolais et "parties internationales", l'ont laissé se dérouler.

2. On trouvera les résultats complets des élections par province dans *Democratization in Angola*. Amsterdam-Leiden, Eduardo Mondlane Foundation, Holland Committee on Southern Africa, African Studies Centre, 1993, multigr., pp. 71-74.

VERS LA "PACIFICATION" : CONFLIT INTÉRIEUR ET INTERVENTIONS INTERNATIONALES

Cette nouvelle guerre n'a pas éclaté, comme d'autres, loin des yeux de la communauté internationale. Les élections, observées et déclarées libres et régulières par l'ONU, devaient être le couronnement de la transition ouverte par les accords de Bicesse. Ceux-ci avaient été négociés sous l'égide d'une troïka éminente, formée de l'ancienne puissance coloniale, le Portugal, et de rien moins que deux pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU, États-Unis d'Amérique et URSS, et leur application s'est faite sous leur "observation" et celle de l'ONU.

Le règlement du conflit angolais se caractérise ainsi par un très fort accompagnement international, un surinvestissement même, comparé à d'autres et notamment au Mozambique³. Pacificateur désormais, il fait suite à l'égal surinvestissement auquel avait donné lieu la guerre angolaise, un des terrains centraux de l'affrontement Est-Ouest. Le conflit entre UNITA et MPLA n'est pourtant pas un produit de celui-ci, il est antérieur à l'indépendance et se situe dans le prolongement de la division en trois organisations du mouvement nationaliste angolais. Mais cette division a été très tôt prise dans la guerre froide, renforcée et infléchie par elle, et les oppositions entre mouvements exacerbées par les interventions étrangères. Particulièrement massives lors de la guerre qui marqua en 1975 l'indépendance⁴, celles-ci ne cessèrent pas avec la victoire du MPLA sur les deux autres mouvements, UNITA et FNLA (Front de libération nationale de l'Angola) en 1976. L'identité de leurs principaux protagonistes est pour beaucoup dans la disparition de la menace armée représentée par le FNLA alors que la puissance militaire de l'UNITA ne cessait de se renforcer : riche de son pétrole et en position charnière entre le Zaïre et l'Afrique australe, frontalier du bastion namibien de l'Afrique du Sud, l'Angola devint un enjeu régional pour ce pays tandis que le maintien des troupes cubaines contribua à en faire un enjeu central dans la guerre froide, avec l'"engagement constructif" des États-Unis aux côtés de l'Afrique du Sud pour défendre le *linkage*⁵.

3. La différence d'intérêt pour la pacification des deux anciennes colonies portugaises est flagrante : le Portugal n'est pas médiateur dans la pacification mozambicaine, dont USA et URSS sont aussi absents. La médiation internationale pour la colonie orientale est laissée à une puissance moyenne, l'Italie, ainsi qu'à une communauté religieuse.

4. Des forces armées du Zaïre et de l'Afrique du Sud participent aux combats en Angola du côté de la coalition formée par l'UNITA et le FNLA et bénéficient du soutien des États-Unis. Du côté du MPLA, plusieurs milliers de Cubains y sont également engagés, avec le soutien de l'Union soviétique.

5. Alors qu'en 1978 une résolution fut votée à l'ONU exigeant le retrait sans conditions de l'Afrique du Sud de la Namibie, les États-Unis soutinrent l'Afrique du Sud dans son refus d'obtempérer "tant que" les troupes cubaines resteraient en Angola. Ce lien entre les deux questions fut connu dans la diplomatie internationale sous le terme anglais de *linkage*.

Il fallut en fait attendre les prémices de la détente pour que le règlement du conflit s'amorce : les accords de New-York signés fin 1988 entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud permirent l'accession de la Namibie à l'indépendance, le retrait d'Angola des troupes cubaines et la fin du soutien sud-africain à l'UNITA. Négociés sous la médiation américaine alors que la guerre froide reculait, ils ne prévoyaient pourtant pas la fin de l'aide militaire aux deux camps angolais des deux grands bailleurs d'armes, dans un équilibre apparent seulement : alors que l'URSS voulait se désengager et que les rapports de forces entre les deux Grands se modifiaient puis basculaient, les États-Unis allaient au contraire décupler leur aide multiforme et notamment militaire à l'UNITA. C'est sous la contrainte d'une intensification considérable de la guerre que le MPLA se vit contraint d'ouvrir des négociations (printemps 1990), puis d'adopter le multipartisme (automne), et enfin (au lendemain de la victoire alliée dans la guerre du Golfe) de signer avec l'UNITA des accords de paix.

Ces accords ne furent donc pas signés par deux adversaires convaincus de la nécessité de la réconciliation, ou soucieux de répondre à l'immense désir de paix d'une population exténuée par la guerre. Ils le furent, du côté d'un gouvernement devenu à l'ombre du "marxisme-léninisme" officiel une nomenclature de plus en plus privilégiée pour qui le maintien au pouvoir était nécessaire à la défense de ses privilèges et d'autant moins prompte à rendre des comptes que son discrédit populaire était très grand, parce qu'il n'avait pas le choix : ayant pu "miraculeusement" (cf. *infra*) préserver un atout auquel il s'était accroché comme à sa seule planche possible de salut — son maintien seul au gouvernement —, il n'était plus en position de refuser les termes qui lui étaient signifiés. Quant à l'UNITA, elle signa ces accords parce qu'elle était convaincue, de même que de tous ceux qui à l'époque prirent part aux négociations (MPLA inclus) qu'ils devaient lui permettre d'arriver au pouvoir sous des formes électorales plus opportunes qu'un assaut militaire. Mais elle n'était pas plus que le MPLA prête à la réconciliation et à la démocratie, au contraire : après tant d'années de guerre, elle s'était constituée en un appareil guerrier intolérant à toute opposition et régnant en maître sur les populations qu'elle contrôlait, tendu vers le pouvoir comme à un droit que lui avait donné sa lutte, et croyant d'abord à la force des armes.

Dans cette situation des deux protagonistes angolais, quels que soient la lassitude de la guerre et le désir de paix de la population, immenses mais presque sans voix, les accords dans leur contenu traduisent essentiellement deux réalités occultées par la rhétorique, bruyante à l'époque, de la "conditionnalité démocratique" et du "nouvel ordre international" : d'une part "le" point d'accord entre les deux belligérants (qui reçut en outre l'accord ou le consentement des parties internationales observatrices), à savoir le fait que la conduite du processus de pacification et plus généralement de la

période de transition devait leur revenir exclusivement et ne pouvoir être remise en cause par l'intervention éventuelle de tiers angolais ; de l'autre ils expriment le déséquilibre des forces entre leurs grands alliés, qui fondamentalement permit les accords⁶ et qui explique aussi leur "différence" avec d'autres accords alors signés dans le monde, un contenu qui porte plus la marque de l'unipolarité consacrée par la guerre du Golfe que de la détente.

Quelles sont les deux forces qui en 1991 se donnent avec la bénédiction internationale le contrôle de la pacification et de la démocratisation du pays ? Quels intérêts représentent-elles, quels soutiens ont-elles au moment de Bicesse ?

UNITA ET MPLA - LES BASES ET L'ÉVOLUTION DU CONFLIT, LA CONSTITUTION DES SYSTÈMES DE POUVOIR

Dans la guerre actuelle qui est aussi une violente guerre des mots et du sens, il y a de la part de chacun des deux camps une très forte "imputation ethnique" à l'autre, le MPLA ayant toujours plus dénoncé dans l'UNITA un "fondamentalisme ethnique", et celle-ci de plus en plus explicitement dans le pouvoir du MPLA celui de certains groupes ethniques et raciaux et ayant même, après les massacres de la fin octobre 1992, accusé le gouvernement de mener une guerre de "purification ethnique". La guerre qui déchire aujourd'hui l'Angola est-elle, comme déjà la division du nationalisme angolais, l'expression fondamentale d' "antagonismes ethniques" ?

Les origines du conflit : élites et ethnies

On a le plus souvent analysé l'évolution politique contemporaine de l'Angola à travers le prisme principal des différences et oppositions ethniques. C'est cette version "ethnique" à la fois commune et savante⁷ de l'histoire récente de l'Angola qui, surtout depuis que s'est ouverte ladite "transition démocratique" est de nouveau largement dominante, ayant supplanté l'autre grand type d'explication, en termes d'oppositions idéologiques, à laquelle le conflit angolais avait d'abord contradictoirement ou conjointement donné lieu.

6. On trouvera dans C. MESSIANT, "Angola, le retour à la guerre ou la faillite inévitable d'une intervention internationale", *L'Afrique politique*, Paris-Bordeaux, Karthala-Centre d'étude d'Afrique noire, mai 1994, une analyse de la position des signataires et des diverses "parties" internationales quand les accords sont négociés puis signés.

7. Voir par exemple R. PÉLISSIER, *La colonie du Minotaure*, Orgeval, Éd. Péliissier, 1978 et J. MARCUM, *The Angolan Revolution*, Vol. 1, Cambridge (Ma), The MIT Press, 1969.

Elle repose sur des "faits" et des "réalités" : le poids de trois grands groupes ethno-linguistiques parmi la dizaine que compte l'Angola est indéniable. Ils regroupent à eux seuls quelque 75 % de la population⁸, et sont de plus largement territorialisés : les Ovimbundu⁹ établis au centre du pays depuis le haut plateau, leur cœur historique, jusqu'à la côte en représenteraient quelque 35 % ; les Mbundu¹⁰ plus au nord, de la capitale Luanda vers l'est le long du Kwanza puis jusqu'à l'est de Malange, quelque 20 % ; et les Bakongo¹¹ plus au nord encore, dans les deux provinces du Nord-Ouest et à Cabinda (contrairement aux deux premiers groupes, strictement angolais, ils sont aussi implantés au Zaïre et au Congo — anciens Congo belge et français —), 13 à 15 %. De surcroît, ces trois groupes sont les groupes "centraux" dans l'histoire des Portugais en Angola : leur activité s'y est historiquement très inégalement développée depuis leur arrivée à la fin du XV^e siècle, et la colonisation effective elle très tardive¹² s'est faite elle aussi selon trois axes qui recoupent largement les territoires des trois groupes.

Cette réalité n'a pas cependant de traduction linéaire et directe dans la division du nationalisme angolais en trois organisations¹³, qui n'est pas essentiellement le produit de différences ou d'oppositions ethniques, dont les bases sont au contraire en Angola particulièrement faibles comparativement à beaucoup d'autres pays africains, et notamment aux deux autres grandes colonies africaines du Portugal où le mouvement nationaliste n'a pourtant pas été structurellement divisé entre organisations. La seule dimension ethnique originelle, mais partielle, du mouvement nationaliste angolais résulte de la situation des Bakongo, atypique précisément par rapport au reste de l'Angola¹⁴ : leur histoire contemporaine (notamment leur marginalisation en

-
8. Le dernier recensement faisant état des appartenances ethniques date de 1960. Il ne saurait donc être tenu pour autre chose qu'une approximation. Il n'y a par ailleurs pas eu de recensement général de toute la population depuis 1970 (du fait de la guerre). Et il n'y en a pas eu non plus (on comprendra pourquoi plus loin) avant les élections de 1992. On a estimé la population angolaise alors à quelque 10 ou 11 millions d'habitants.
 9. *Ovimbundu* (singulier : *Ocimbundu*, adjectif et langue : *umbundu*) ; dans un souci de simplicité, on emploiera ici le seul substantif *Ovimbundu* pour le peuple (comme substantif ou comme adjectif) et *umbundu* pour la langue.
 10. Mbundu (adjectif : *mbundu* ou *ambundu* ; langue : *kimbundu*) ; on utilisera ici *Mbundu*, pour le peuple et *kimbundu* pour la langue. *Kimbundu* est aujourd'hui cependant largement employé aussi pour désigner le peuple.
 11. *Bakongo* (singulier *Mukongo*, langue *kikongo*) ; on utilisera seulement *Bakongo* pour le peuple et *kikongo* pour la langue.
 12. À la veille de la première guerre mondiale, un dixième seulement de la superficie de l'Angola est complètement contrôlée.
 13. Si l'on met à part les organisations cabindaises, qui sont un cas très particulier.
 14. Cf. C. MESSIANT, *Angola 1961, Histoire et société, les prémisses du mouvement nationaliste*, Paris, EHESS, thèse de doctorat de sociologie, 1983, VII+591+XXIVp. multigr. pour tout ce qui est de l'histoire et de la situation des trois grands groupes "ethno-linguistiques", qui ne seront pas abordées ici. Ne seront pas non plus discutés dans cet article les problèmes à la fois théoriques et empiriques que posent l'identification et la délimitation de "groupes" ethniques.

Angola et l'importance de l'émigration au Congo belge) a permis le maintien d'une conscience ethnique tout à fait exceptionnelle comparée à celle des deux autres grands groupes angolais.

Différences et compétition entre élites : la lutte pour le pouvoir dans le mouvement nationaliste

Bien plus que comme un produit d'oppositions ethniques, la division du nationalisme angolais doit être analysée comme traduisant la compétition entre diverses élites pour le pouvoir, qui va s'exercer d'abord dans le mouvement nationaliste. Cette rivalité se fonde essentiellement sur des différences sociales et culturelles dues au développement historiquement et spatialement inégal de la colonisation portugaise. Il est hors de question d'entrer dans l'analyse de la formation des élites¹⁵, mais il faut rappeler la structure et les termes de la division en trois organisations.

Le mouvement nationaliste angolais s'est constitué dans les années 1950 dans un cadre polarisé, autour de deux types d'élites géographiquement séparées. L'une est une partie minoritaire des *assimilados*, ces non-Blancs, métis ou Noirs¹⁶, que la colonisation distingue statutairement à partir du tournant du XX^e siècle s'ils satisfont à certaines conditions, notamment culturelles. Les nationalistes qui constituent le MPLA sont issus de l'élite de cette élite, qui ne se définit pas par son origine ethnique et moins par sa couleur — elle est composée majoritairement de métis mais aussi de Noirs — que par la trajectoire historique commune qu'elle a connue : elle est issue de la bourgeoisie coloniale multiraciale qui existait jusqu'au XIX^e siècle, dans laquelle elle côtoyait les Blancs et, comme eux de langue maternelle portugaise et massivement catholique, cohabitait, vivait, se mariait avec eux. L'instauration statutaire de l'*assimilação* au tournant du siècle a signifié

15. Cf. MESSIANT, *Angola 1961...*, *op. cit.* et MESSIANT, "Luanda 1945-1961 : colonisés, société coloniale et engagement nationaliste", in M. CAHEN (Éd.), *Bourgs et villes en Afrique lusophone*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 125-199.

16. La colonisation portugaise est comme les autres une domination raciale : elle accorde du simple fait de leur couleur aux Blancs une place de *civilizados* qu'elle n'accorde aux non-Blancs que s'ils répondent à des conditions, les Blancs jouissant en outre de privilèges légaux. Les métis bien que logiquement dans un système où le pouvoir est blanc en position supérieure parmi les non-Blancs ne sont pas distingués légalement (un dixième environ des métis angolais sont d'ailleurs des *indígenas*.) Sous la colonisation tous les métis *assimilados* ne sont en outre pas dans la même situation selon qu'ils ont ou non des rapports familiaux avec les Blancs. On trouvera une analyse de ces différenciations au sein de la catégorie des métis dans Messiant, *op.cit.*, 1983 et 1989. On les laissera de côté ici dans la mesure où ceux des métis qui rejoignent la lutte nationaliste se retrouvent globalement dans la même situation, à côté des Noirs "anciens assimilés" — et d'une toute petite minorité de Blancs.

surtout son déclasserment et sa marginalisation sous le coup de l'arrivée croissante des Blancs et de la fermeture raciale, sociale et matrimoniale de la société coloniale, mais elle s'est maintenue comme élite de la population non blanche, et elle doit à son histoire une expérience sociale et une tradition culturelle spécifiques et une forte conscience de soi comme élite nationale de l'Angola. Groupe multiracial et dont la socialisation est restée en partie multiraciale (dans les écoles publiques et catholiques, l'Église, etc.), elle a une vision sociale et culturelle de la société coloniale et de ses hiérarchies très marquée par sa position et sa culture. La meilleure façon de la qualifier est, m'a-t-il toujours semblé, d'en parler comme d'une élite "créole". Ce terme pose cependant problème car il est désormais "passé dans la langue" de certains groupes en Angola pour désigner des catégories différentes (soit plus restreinte, et non culturelle mais "raciale", les métis, soit plus large), et il l'est notamment dans la lutte politique actuelle où les mots sont aussi des stigmates. Aussi en parlerai-je ici, pour éviter les confusions, comme des "anciens assimilés"¹⁷.

C'est de ce groupe que sont issus ceux qui forment le MPLA, qui lui donnent sa première direction et son discours, son idéologie. Alors qu'ils rompent, en Angola ou en Europe, avec leur situation d'élite privilégiée, ces militants qui dénoncent la domination raciale qu'est la colonisation et les limites et les vices de la politique d'*assimilação* adoptent un nationalisme progressiste et socialisant, mais qui est aussi un nationalisme fondé sur des valeurs typiquement "créoles", universalistes, nationales, multiraciales, et fortement influencé par des idéologies européennes, humanisme chrétien ou surtout marxisme.

C'est dans un tout autre milieu et par un parcours très différent que se constitue pendant les mêmes années le FNLA. Il naît dans un milieu purement bakongo, et de plus non en Angola ou en Europe mais dans la nombreuse et ancienne émigration bakongo au Congo belge, surtout à Léopoldville (qui est alors, plus que Luanda, la capitale des Bakongo angolais), où le mouvement de contestation de la domination coloniale prend des formes marquées par les particularités de cette colonisation où la ségrégation raciale est forte, se faisant notamment pour une large partie des élites — appelées au Congo les "évolués" — à travers une exaltation de la race noire et du peuple bakongo.

17. Pour rappeler leur origine historique plus ancienne, et même si en parler comme d' "assimilés" est gommer ce que la culture et la langue portugaise ont pour eux de maternel. Comme pour les "nouveaux assimilés", le terme est pris non pour sa signification littérale (dans sa connotation évidemment coloniale), mais parce que les *assimilados* étaient une catégorie statutaire sous la colonisation, et que cette distinction a "produit" des effets, et garde encore en Angola aujourd'hui une pertinence, désormais bien sûr seulement "socio-culturelle", ne serait-ce que parce que la génération qui dirige toujours la vie politique et sociale a été formée sous ces distinctions statutaires (abolies en 1961) et s'est largement définie par rapport à elles.

Les élites angolaises se mêlent d'abord à ce mouvement puis fondent sur des lignes similaires leur nationalisme. Le FNLA se constitue ainsi essentiellement comme un mouvement ethno-nationaliste : il l'est dans ses objectifs initiaux¹⁸, dans sa direction dont les membres appartiennent à des familles protestantes de l'aristocratie du royaume du Kongo, la base populaire qu'il rassemble autour de la revendication d'indépendance dans l'émigration et en pays bakongo en Angola en dépit des divisions internes endémiques dans la société bakongo¹⁹. Son idéologie — un nationalisme libéral mais africain radical car très opposé non seulement au colonialisme mais aux colons et à l'imposition de la culture européenne — lui est donnée par ces élites, néo-traditionnelles certes, mais qui sont devenues à Léopoldville des élites modernes, chrétiennes (protestantes), insérées dans l'économie moderne.

À la fin des années 1950 et au début des années 1960 le contraste est extrême entre ces élites si peu marquées par la colonisation portugaise et celles typiquement "portugalisées" qui fondent le MPLA. Bien qu'elles soient toutes deux des élites urbaines et d'éducation occidentale, presque tout les sépare. Avec en outre l'isolement, les ingérences extérieures, la cristallisation idéologique précoce et la position de force que donne au FNLA sa direction de l'insurrection de mars 1961²⁰, il n'y a pas même le degré de vision commune de la société qui permette une alliance nationaliste pour l'indépendance comme cela se fit souvent ailleurs entre des élites très différentes. Aucune n'est prête à accepter ce qu'elle considère comme la "domination" de l'autre, un autre qu'elle ne reconnaît pas. Les "anciens assimilés" qui dirigent le MPLA considèrent que la direction du FNLA est composée d'étrangers, émigrés, racistes, tribalistes et réactionnaires, culturellement non angolais (non "assimilés"). Les dirigeants du FNLA voient dans la direction du MPLA une élite culturellement non africaine, qui s'est assimilée et donc aliénée, est coupée du peuple et dominée par des métis qui, tous vus comme des "fils de colon", voudraient l'indépendance pour prendre

18. Le noyau qui domine le FNLA s'organise d'abord, à la suite d'une querelle dynastique, pour demander l'indépendance de l'ancien royaume du Kongo, puis comme Union des populations du Nord de l'Angola (c'est-à-dire exclusivement des Bakongo), enfin seulement comme Union des populations de l'Angola avec l'objectif de l'indépendance pour l'ensemble de la colonie. Le sigle FNLA est ensuite adopté à l'image du nationalisme algérien quand l'UPA fusionne avec un autre parti bakongo.

19. Ces divisions, multiples, recourent généralement les divisions tribales et claniques. C'est notamment le cas pour la division entre catholiques et protestants.

20. La première action politique armée contre la colonisation (après la révolte populaire des paysans du coton) est, en février 1961, le fait de militants de Luanda qui rejoindront ensuite en majorité le MPLA, mais elle est sans lendemain. La lutte armée qui se développe dans les campagnes du Nord-Ouest est impulsée par le FNLA et bénéficie de la base arrière que constitue le Congo Léopoldville.

la place des Blancs. C'est sur ce rejet réciproque très radical²¹ que les différences politico-idéologiques et les alignements de la guerre froide vont se greffer.

C'est entre ces deux pôles si fortement opposés que vont se situer les autres nationalistes angolais. Et d'abord ces autres *assimilados* que distingue une autre trajectoire historique et qu'on peut appeler "nouveaux assimilés" : eux ne sont pas issus de l'ancienne bourgeoisie coloniale mais de la société africaine et des *indígenas*, qui sont leurs familles et restent leur milieu social. Ils sont Noirs et leur langue maternelle est une langue africaine. Ils ont accédé à l'*assimilação* au XX^e siècle seulement, et en plus grand nombre après la deuxième guerre mondiale, grâce à l'enseignement missionnaire qu'ils ont suivi au milieu des *indígenas*. Si les "nouveaux assimilés" partagent avec les "anciens" le fait de n'être pas une élite ethnique ou néo-traditionnelle, et aussi d'être une élite salariée, l'*assimilação* qu'ils ont gagnée à grande-peine ne leur a pas ouvert les portes de la promotion. Celle-ci est freinée, étant donné le durcissement des rapports sociaux et raciaux après la Seconde Guerre mondiale, non seulement par l'arrivée et la place des colons mais aussi par l'existence de cette élite des "anciens assimilés" qui vit largement sur elle-même et les tient souvent à distance. Se définissant du fait de leur couleur et de leur expérience sociale comme des Africains, ils perçoivent leur différence d'avec ces descendants de l'ancienne bourgeoisie où les métis sont dominants en termes à la fois raciaux et sociaux. Et face à la "supériorité", au "capital" social et culturel de ces métis et Noirs qui se pensent souvent comme une "aristocratie" qu'ils peuvent difficilement prendre comme modèles — on ne devient pas "ancien *assimilado*" —, ils tendent à valoriser leur propre supériorité, résultant du lien maintenu avec les *indígenas*, de leur africanité (culturelle) et de leur couleur.

Dans le champ polarisé entre MPLA et FNLA, les "nouveaux assimilés" vont se situer en fonction de la configuration complexe de leur expérience et de leurs rapports sociaux. Contrairement aux nationalistes "anciens assimilés" et bakongo "évolués" qui s'organisent les uns et les autres sur des bases politiques qui correspondent à leur position socio-culturelle, ils se divisent et se rallient à l'un ou l'autre des deux camps. Ils le font notamment en fonction de lignes de fracture spécifiques de leur groupe, religieuse et régionale-ethnique.

Le statut de religion d'État donné à l'Église catholique, la suspicion dans laquelle étaient tenues les missions, le désavantage social dans lequel étaient les protestants et les assimilés parmi eux par rapport aux catholiques, firent aussi qu'ils vivaient plus coupés physiquement, étaient plus différents

21. Et exacerbé dans le contexte du Congo belge où les deux mouvements coexistent quelque temps au début des années 1960.

culturellement des "anciens assimilés" majoritairement catholiques, tandis que l'éducation donnée par leurs missions (étrangères et non portugaises) les séparait moins de leur langue et de leur milieu africain que celle, portugalisante, donnée par les catholiques. En outre, du fait que les trois grands groupes ethniques angolais furent évangélisés par trois confessions différentes, les élites que les protestants formaient, quoique modernes, étaient de fait surtout des élites à l'échelle de communautés dont les limites étaient ethniques, dans lesquelles les *assimilados* étaient moins coupés des *indigenas* que des "anciens assimilés" et de la société coloniale massivement catholiques. En même temps que les protestants furent proportionnellement plus nombreux que les catholiques à rejoindre le mouvement nationaliste, c'est donc aussi chez les "nouveaux assimilés" protestants que la vision raciale et ethnique de la société, et l'opposition aux créoles, sont les plus fortes. À cette différence religieuse s'ajoute celle résultant des formes assez sensiblement différentes de la colonisation dans les trois grandes régions : l'urbanisation, le degré de séparation (et de racisme) de la société blanche, l'importance du métissage et la situation des métis, l'existence ou l'absence de noyaux d' "anciens *assimilados*" et leur composition raciale et religieuse, l'ampleur de l'assimilation et la position des assimilés, les liens entre "anciens" et "nouveaux" *assimilados*, catholiques et protestants, vont tendre plus ou moins au rapprochement ou à la distanciation, à l'opposition, entre les nationalistes issus des deux grandes fractions *assimiladas*.

À Luanda du fait de la spécificité historique, des relations sociales comparativement plus intenses entre les deux fractions d'assimilés, et aussi de l'équilibre des rapports entre catholiques et protestants²², entre métis et Noirs, la majorité des "nouveaux assimilés" rejoignit le MPLA. Mais hors des vieux centres de colonisation — c'est-à-dire, outre Luanda et son hinterland, seulement à Benguela²³ —, là où ces liens très particuliers n'existaient pas, la tendance au conflit fut plus forte que celle à l'alliance ; et en particulier pour le segment protestant des "nouveaux *assimilados*", là où la société coloniale régionale leur était plus fermée. Confrontés à la polarisation entre FNLA et MPLA, la majorité des autres "nouveaux assimilés" choisirent de ce fait au début des années 1960 le FNLA, malgré son ethno-nationalisme et son tribalisme, malgré parfois son idéologie. Ce fut notamment le cas pour

22. Notamment du fait qu'une minorité, presque essentiellement noire, de l'ancienne bourgeoisie coloniale adopte à la fin du XIX^e siècle la religion protestante quand les missions protestantes sont autorisées : alors que l'enseignement catholique est en décadence, le protestantisme est pour cette minorité un moyen d'instruction et de maintien de son statut.

23. Benguela, deuxième grand centre de formation d'élites créoles, n'a contrairement à Luanda pas d'hinterland anciennement colonisé, et reste même après la Seconde Guerre mondiale une "île créole". Le développement du mouvement nationaliste y prend aussi des caractères moins propices à une jonction des deux fractions *assimiladas*.

les nationalistes *assimilados* du haut plateau, dont Jonas Savimbi, pourtant eux aussi influencés par le marxisme, notamment pour ceux qui en petit nombre poursuivaient des études au Portugal avec des bourses des missions protestantes.

Quand les contradictions entre la direction bakongo originelle du FNLA et les dirigeants assimilés non bakongo — surtout mais pas seulement ovimbundu — se développèrent, Holden Roberto s'appuyant sur une direction de plus en plus bakongo et même plus clanique, ceux-ci scissionnèrent (1964), dénonçant le tribalisme du FNLA et ses liens avec l'impérialisme. Mais la majorité d'entre eux ne s'entendirent pas avec la direction du MPLA : plutôt que d'accepter la domination des "créoles", des "métis" et de la capitale (à savoir la direction du MPLA), ils fondèrent en 1966 leur propre mouvement, l'UNITA.

Même si elle ne regroupe qu'une partie des "nouveaux assimilés" — fondamentalement ceux qui n'ont pas de liens avec les vieux centres de la bourgeoisie coloniale, et surtout la capitale —, ce que cette nouvelle formation représente le plus nettement, est ainsi cette spécificité des "nouveaux assimilés" par rapport aux "anciens" (c'est l'opposition principale, qui les a fait choisir le FNLA), mais aussi par rapport aux élites "évoluées néo-traditionnelles" du FNLA : l'UNITA s'oppose comme le FNLA à "l'aristocratie créole" du MPLA vue comme une "caste", elle se définit face à celle-ci comme "africaine" (et non comme "angolaise"), valorise sa communauté culturelle, linguistique et raciale avec le peuple, et oppose à cette "caste" sa propre supériorité, de "fils du peuple". Mais contrairement au FNLA, ses dirigeants *assimilados* ne se posent pas comme direction réelle ou potentielle d'un groupe ethnique mais du "peuple africain" (noir), et priorisent la distinction raciale (avec les métis) et culturelle (avec les créoles)²⁴. L'adoption par l'UNITA du maoïsme me semble d'ailleurs être conforme à cette spécificité — il ne s'agit pas d'une idéologie africaine ou ethno-nationaliste, mais ce marxisme s'oppose au marxisme "européen" des "anciens *assimilados*" et valorise le lien à un peuple qui en Angola est très majoritairement rural.

Ces divisions et oppositions entre élites, ces luttes de classement, ne sont pas "du passé", elles ont façonné les dirigeants des trois mouvements et pesé sur la politique qu'ils ont suivie, qui a eu des effets au-delà d'eux. Le fait que les "nouveaux assimilés" se soient divisés dans leurs choix organisationnels n'abolit ni la communauté de vision de la société qui est la

24. C'est sur cette base que l'on trouve naturellement dans le noyau fondateur de l'UNITA par exemple des Cabindais, c'est-à-dire des Bakongo venus d'une enclave, Cabinda, depuis longtemps portugalisée et christianisée, dont les élites étaient comme celles des Ovimbundu marquées par l'assimilation portugaise mais, comme elles, ne faisaient pas partie de la "caste" des créoles vue comme dominée par les "métis" de Luanda et de Benguela.

leur, ni la rivalité qui leur est commune en tant qu'élite subalterne dans la colonisation par rapport aux "anciens *assimilados*" et plus précisément aux métis qui sont à la fois différents d'eux et dominants, ni particulièrement la tendance chez les protestants à la fragmentation régionale-ethnique. Rivalité spécifique aux élites, la rivalité entre "anciens" et "nouveaux" *assimilados* va être largement responsable, à la fois dans la lutte entre les trois organisations et à l'intérieur du MPLA, de l'entretien et de la mobilisation d'oppositions raciales ou de bases régionales et ethniques : il s'agit du "capital" que les "nouveaux assimilés" peuvent valoriser contre les "anciens" sans lien direct avec "le peuple".

La disposition organisationnelle ne calquant pas la division entre ces fractions socio-culturelles mais s'opérant par le partage des "nouveaux assimilés"²⁵, l'opposition qui va se développer entre les trois organisations va se surimposer à ces divisions socio-culturelles et les encadrer. C'est évidemment dans les organisations qui se constituent sur la base de leur opposition foncière aux "anciens assimilés" (FNLA et UNITA) que celle-ci sera le plus puissamment entretenue, transmise comme un bien commun aux nouvelles générations militantes. Elle sera contenue dans le MPLA par une solidarité face aux autres organisations qui ne cessera de prendre une dynamique propre, l'antagonisme entre les organisations étant exacerbée par les alignements dans le cadre de la Guerre froide et les ingérences extérieures — rendant notamment difficiles, sauf conditions exceptionnelles, même en cas de scissions, les passages d'une organisation à l'autre.

L'UNITA : de l'opposition entre élites à la lutte armée contre le gouvernement du MPLA

L'UNITA ne se forme donc pas, originellement et fondamentalement, sur une base ethnique, sa fondation n'est pas la manifestation tardive d'un "ethno-nationalisme"²⁶. Elle va d'ailleurs connaître dans ses rapports avec un groupe ethnique, une évolution inverse de celle du FNLA. Elle ne gagne que tardivement — aux alentours de l'indépendance — un soutien significatif dans la population ovimbundu, et la lutte après l'indépendance entre UNITA et MPLA ne prend que progressivement et partiellement une dimension

25. Pour schématiser : le FNLA dominé et orienté par les "évolués néo-traditionnels" alliés à une partie des "nouveaux assimilés", surtout et de plus en plus seulement bakongo ; le MPLA dominé et orienté par les "anciens assimilés" en alliance avec des nouveaux assimilés de toutes origines ethniques, majoritairement mbundu mais tôt aussi bakongo et cabindais en nombres non insignifiants ; l'UNITA dominée et orientée par des "nouveaux assimilés" "provinciaux", principalement ovimbundu mais d'autres origines régionales aussi, avec notamment un fort contingent cabindais.

26. C'est ainsi que l'analysent MARCUM et PÉLISSIER.

ethnique : il n'y a rien eu de linéaire et de "naturel" dans les rapports entre "les Ovimbundu" et l'organisation qu'est l'UNITA, qui gagne une hégémonie parmi eux sous l'effet de la guerre et du développement du pouvoir d'État du MPLA. C'est même le conflit militaro-politique qui est le facteur principal de constitution de leur conscience ethnique à partir de 1976. Inversement, le FNLA qui avait tiré sa force initiale de son immersion profonde dans la société bakongo et de la force de l'identité ethnique parmi cette population perdra après sa défaite militaire son hégémonie politique, pour des raisons elles aussi d'ordre politico-social alors que la conscience ethnique bakongo reste puissante. Il n'y a rien de linéaire et de naturel entre la force de l'identité ethnique d'une population et son organisation politique en tant que telle.

Contrairement à la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), l'UNITA n'est donc pas une pure armée et création de l'Afrique du Sud, mais une organisation nationaliste exprimant comme les deux autres politiquement les intérêts de certains groupes sociaux angolais. Elle ne s'est pas non plus formée pour lutter contre un régime "communiste anti-démocratique" : elle s'oppose au MPLA depuis avant l'indépendance et l'idéologie dominante alors parmi ses dirigeants, le maoïsme, ne la rend pas plus adepte que son ennemi des "libertés formelles".

Très unie par l'affirmation de son identité socio-culturelle contre les "anciens assimilés" et l'expérience partagée de ses dirigeants et cadres, cette direction est en 1974 militairement très faible²⁷, ses soutiens populaires sont limités, elle reste largement un parti de cadres : elle n'a en particulier pas organisé de populations ovimbundu dans sa guérilla. Ayant mené sa lutte contre le pouvoir colonial dans un extrême isolement et quasiment sans soutien extérieur parmi des populations rurales peu touchées par la colonisation, elle y a surtout soudé la cohésion de sa direction du fait des difficultés rencontrées, renforcé son idéologie maoïste originelle en tant que mode d'organisation militarisé des populations sous son contrôle, développé une idéologie de la survie et de la légitimité des moyens nécessaires à cette fin. C'est à cette expérience qu'elle doit à la fois sa remarquable labilité idéologique²⁸ et sa capacité à passer les alliances les plus anti-

27. Pour cette raison notamment, contrairement à ce qu'on entend beaucoup aujourd'hui (où tout le passé est réécrit non seulement à la lumière mais sur le modèle du présent), l'UNITA était en 1974-1975 celle des trois organisations qui avait initialement le moins intérêt à la guerre.

28. Elle passe très vite après le 25 Avril portugais de ce maoïsme à un recours "combiné" à une mobilisation sur une base ethnique et "africaniste", et d'alliance avec... les colons. Elle défendra par la suite la démocratie à l'occidentale sans abandonner son adhésion au "centralisme démocratique"... Savimbi n'a pas seulement donné maintes preuves de duplicité tout au long de son parcours politique, mais exprimé à diverses occasions que cette duplicité était comme d'autres moyens justifiée dès lors qu'elle permettait d'arriver à ses fins — le pouvoir n'étant pas seulement pour lui important en tant que tel mais pour l'Histoire : seuls les vainqueurs peuvent, en effet, écrire l'histoire.

naturelles²⁹, ainsi que sa propension à réprimer dans l'œuf tout ce qui, dissidence ou opposition, peut mettre en cause la cohésion et donc la survie.

Dans la perspective des élections prévues à Alvor en 1975, le mouvement de Savimbi joue fortement la carte ethnique mais malgré les sympathies dont l'UNITA bénéficie dans la population ovimbundu, notamment dans le milieu des missions protestantes dont sont issus ses dirigeants ovimbundu, elle ne gagne pas le soutien de "la" population ovimbundu. Celle-ci hésite au contraire dans ses adhésions et se partage, surtout dans les villes, sur la base de facteurs divers (sociaux, politiques, religieux). C'est la violence de la guerre sur le haut plateau — plus forte du fait même des divisions au sein de la population —, l'ampleur de la répression menée par l'UNITA d'abord puis par le MPLA quand il reprend possession des territoires qu'avait occupés l'UNITA, qui donnent à celle-ci son premier ancrage ethnique, une partie des élites et de la population s'associant à son sort ou étant alors rejetée vers elle.

Soutiens extérieurs et système de pouvoir

Après sa défaite et sa "longue marche" jusqu'aux régions reculées du sud-est où elle s'établit, alors qu'elle a acquis une reconnaissance plus large parmi les Ovimbundu, l'UNITA va bénéficier de moyens très importants de ses soutiens étrangers et de la fin de son isolement international³⁰. Cela va lui permettre de diriger les populations sous son contrôle sur le mode forgé antérieurement lors de son isolement tout en élargissant toujours plus le champ de ses actions militaires. Profitant du sanctuaire que lui assurait la protection sud-africaine de Jamba (sa "capitale" dans l'extrême Sud-Est) et de ses *terras livres* et d'un appui logistique et financier considérable, elle put gagner le soutien ou l'acceptation — et non seulement soumettre militairement — des populations qui n'eurent pas trop à sentir le poids de l'entretien des forces de la guérilla — ces dernières n'avaient pas, grâce aux moyens de leur parti, à vivre intolérablement "sur le pays". Elle put aussi développer dans les territoires sous son administration une société militarisée et régie par une discipline de type stalinien, avec laquelle elle tissa non seulement les rapports sociaux "anormaux" qui sont ceux de toutes les organisations de

29. Collaboration avec l'armée portugaise pendant la lutte... anti-coloniale ; contre "la colonisation russo-cubaine", alliance pour assurer la victoire du peuple noir avec le régime... de l'apartheid.

30. L'UNITA est avec la guérilla afghane le mouvement de "combattants de la liberté" qui a été le plus aidé par les États-Unis et leurs alliés ou relais locaux, Afrique du Sud et Zaïre.

guérilla, mais des rapports proprement totalitaires : ceux auxquels la portait son histoire passée et son idéologie, mais qu'elle put nouer d'autant plus fortement que la population était dépendante de l'organisation pour tout³¹ alors qu'elle-même en revanche avait les moyens (diamants, aide de ses alliés) de ne pas principalement dépendre du tribut de cette population. Très différemment de la RENAMO³² au Mozambique, c'est l'UNITA elle-même comme organisation qui administra la population et la contrôla à travers ses organisations de masse, qui prit à elle tous les moyens d'exercice et tous les modes de légitimation du pouvoir : "centralisme démocratique" stalinien, discipline militaire, obéissance religieuse et pouvoirs spirituels "africains" furent tous centralisés et manipulés par l'appareil politico-militaire, lui-même structuré autour de la soumission "démocratiquement centralisée" à la direction et à son chef, objet d'un culte de la personnalité de plus en plus hypertrophié.

À la faveur de l'autonomie sans cesse renforcée de la direction et, en son sein, de son chef, il se produisit au cours des années à la fois une ethnisation des structures de pouvoir (globalement en faveur des Ovimbundu), une tribalisation (en faveur du Bié, dont est originaire Jonas Savimbi), une personnalisation et une népotisation du pouvoir dans le parti, couplées à la pratique de l'élimination rapide et brutale des critiques ou rivaux potentiels, et à un exercice du pouvoir personnel sur un mode particulièrement punitif à la fois envers les cadres (dont beaucoup furent temporairement marginalisés, emprisonnés, publiquement humiliés) et les populations (des femmes et des enfants d'opposants ont été mis au bûcher, sous prétexte de pratiques de sorcellerie).

C'est sous un tel système de domination qu'a vécu la "population de l'UNITA", un système qui prit de plus en plus des caractères de dictature militaire et de fonctionnement sectaire, dans lequel toute tolérance, pour ne pas parler de la démocratie, était absente³³. Au moment du cessez-le-feu, quelle qu'ait pu être l'image de l'UNITA et de son chef bâtie par la puissance

-
31. Elle leur a assuré une chose vitale alors que la guerre s'étendait : la protection et la sécurité, qui n'étaient assurées de l'autre côté que dans les villes et des régions rurales de plus en plus limitées. De plus, même si elle a beaucoup exagéré les effectifs concernés par l'enseignement dans ses territoires, l'UNITA a mené une action éducative importante, et ses soutiens lui ont permis de former un nombre assez important de cadres à l'étranger, au niveau secondaire et, pour quelques dizaines, supérieur. Elle a donc pu assurer la promotion d'une partie des élites qui la rejoignaient.
 32. Celle-ci établit avec les populations qui se mettaient sous son contrôle des rapports "indirects" d'armée à population passant par les chefs traditionnels et laissant à ceux-ci, avec la collecte du tribut, la direction sociale et spirituelle des groupes qu'ils conduisaient.
 33. D'où aussi la rareté des informations de l'intérieur qu'on possède sur ce fonctionnement. La plupart des témoignages ou ouvrages écrits sur l'UNITA sont purement hagiographiques (c'est le cas notamment de toutes les publications en français).

de l' "information" de ses alliés notamment américains — celle du "combattant de la liberté" engagé dans la défense de la démocratie et du "monde libre" —, quels que soient les titres démocratiques qu'elle revendique³⁴, l'organisation qui avait combattu si longtemps pour arriver au pouvoir en Angola n'était nullement prête à l'instauration d'un régime démocratique, nullement convaincue que la démocratie était "le moins mauvais système de gouvernement". Résultat de toute son histoire encore renforcé par les derniers mois particulièrement meurtriers de la guerre qui lui apportent la victoire des accords de Bicesse, elle avait la conviction que la force ou sa menace était le moyen le plus sûr d'atteindre ses objectifs.

On ne peut cependant rendre compte des soutiens populaires de cette organisation en invoquant seulement les aides extérieures massives qu'elle a reçues ou "la terreur et l'intimidation" exercée sur les populations : l'UNITA n'administre pas la plus grande partie des soutiens populaires qu'elle a gagnés, qui vivent en mai 1991 dans la "société du MPLA". C'est d'abord l'évolution que ce dernier a connue qui les a amenés ou poussés du côté de l'UNITA.

MPLA - du nationalisme au développement nomenclaturiste *via* le parti unique, la guerre et le pétrole

Le MPLA n'arriva pas au pouvoir seulement grâce aux troupes cubaines et à l'aide soviétique. Il avait des soutiens populaires importants : dans les campagnes (comme pour les deux autres mouvements sur une base largement ethnique mais aussi celle des liens positifs tissés pendant la lutte de guérilla³⁵) ; et surtout dans les villes de tout le territoire et parmi tous les groupes ethniques, tant dans l'appareil colonial et administratif que dans les secteurs populaires. Mais contrairement à d'autres mouvements de libération nationale arrivant au pouvoir, notamment au PAIGC en Guinée-Bissau et au FRELIMO au Mozambique, il ne fut pas accueilli par "le peuple tout entier" comme un libérateur. Les deux autres mouvements gardaient

34. Son seul "argument démocratique" est en fait que la guerre qu'elle a menée a été déterminante pour contraindre le MPLA à adopter le multipartisme et à accepter des élections — mais cela témoigne seulement de la force de la résistance du MPLA à l'ouverture démocratique.

35. L'expérience de la période de guérilla a parfois été un facteur de réactivation de rivalités entre groupes ethniques ou lignagers, qui prirent place ou non dans la guérilla selon l'identité des groupes qui y étaient déjà intégrés. Elle a aussi été est un des facteurs des alignements politiques ultérieurs de certains groupes, amenant à la création de "traditions" soit de soutiens, soit au contraire si les choses s'étaient "mal passées" avec les organisations de guérilla actives localement, à un rejet du côté opposé.

des sympathies, et la guerre d'indépendance ayant ancré des divisions, sa base sociale et son acceptation politique étaient comparativement très étroites.

Il venait en outre de connaître deux graves crises internes, sur des bases différentes. L'alliance entre nationalistes "anciens" et "nouveaux" assimilés n'avait pas signifié que les seconds, majoritairement Mbundu et notamment *Catetes*³⁶, s'étaient ralliés à la vision officielle de la première direction du mouvement — multiraciale, universaliste, nationale, "angolaise" plus qu'africaine, socialisante — ni qu'ils avaient accepté la "domination" des premiers. On peut largement analyser l'évolution du MPLA pendant la lutte nationaliste comme structurée par cette alliance conflictuelle, histoire interne de rivalités ayant beaucoup pesé sur le développement et la politique concrète du MPLA. Facteur et produit de l'absence de fonctionnement démocratique, elle fut à la source de conflits internes, de départs et de scissions quand cette alliance ou ses termes furent remis en cause par des parties de l'une ou l'autre fraction, et c'est principalement elle qui fut responsable de l'entretien dans l'organisation d'oppositions raciales, ethniques et régionales. Malgré l'idéologie officielle inchangée et bien que les "anciens *assimilados*" soient toujours puissants à la direction du MPLA au moment de l'indépendance, la rivalité s'y était aussi sanctionnée par une forte progression des "nouveaux *assimilados*". En même temps la promotion scolaire assurée par l'organisation nationaliste à une partie de ses membres signifiait, pour eux surtout par rapport aux possibilités qui eussent été les leurs dans la société coloniale, une progression scolaire et sociale en même temps que politique.

36. Les *Catetes* (du nom d'une région proche de Luanda) ont été historiquement dans le MPLA l'expression la plus nette de l'opposition des "nouveaux assimilés" kimbundu aux "anciens assimilés" : Noirs, protestants, souvent restés croyants, fortement anti-communistes, avec une vision raciale forte de la société et souvent un rejet des *claros*, ils ont occupé dès la période de la lutte nationaliste une place très importante du fait surtout qu'Agostinho Neto, président du MPLA et originaire de cette région, s'est appuyé sur eux pour asseoir son système de pouvoir personnel et à diverses occasions pour s'opposer à des positions ou des critiques venues d' "anciens *assimilados*"). Noir mais "ancien *assimilado*", d'une famille de pasteurs protestants mais communiste, Neto incarne et pour beaucoup rendit possible l'alliance entre nationalistes issus des deux fractions *assimiladas* dans le MPLA. Étant donné cette place des *Catetes* et leur position "en pointe" dans la rivalité avec les "anciens assimilés" et plus particulièrement les métis, on désignera ensuite sous leur nom un courant politico-culturel plus large qu'eux (Comme l'on peut dire que l'UNITA est l'organisation qui exprime le plus la position particulière des "nouveaux assimilés" dans ce qui les oppose aux "anciens", les *Catetes* expriment cette position et mènent la compétition pour le pouvoir, mais au sein du MPLA).

Déjà affaibli par les deux "Révoltes" d'avant l'indépendance³⁷ et la contestation de petits groupes politiques, le MPLA se vit de surcroît confronté peu après sa victoire militaire à une nouvelle opposition interne avec le développement dans l'État-parti à peine mis en place du très fort courant nitiste (du nom d'un de ses dirigeants, Nito Alves), qui mobilisa dans les villes et surtout à Luanda une importante base populaire. Cette opposition où entraient aussi des divergences entre fractions d'élites sociales et politiques³⁸ prônait, avec de forts accents raciaux (anti-métis), un pro-soviétisme intégral et la défense d'un "pouvoir populaire" sous la direction du parti. Les dirigeants de ce courant tentèrent le 27 mai 1977 un coup d'État au cours duquel furent assassinés plusieurs dirigeants du parti et auquel la direction du MPLA répondit par une répression massive et sanglante — très certainement³⁹ plusieurs milliers de morts. C'est après le traumatisme du coup d'État de 1977 et de sa répression, qui donnèrent d'emblée au régime un caractère particulièrement répressif et creusèrent un fossé dans la population, entraînant une espèce de résistance passive de la part de ceux qui avaient sympathisé avec les nitistes et réduisant pour longtemps toute la société à la soumission et au silence, que le MPLA se "constitua" en parti "marxiste-léniniste".

Le bloc au pouvoir : constitution, divisions, moyens de la cohésion

La menace à la souveraineté du MPLA venant de ses ennemis intérieurs et de leurs alliés internationaux ne cessant pas, le parti s'engagea sous la bannière de l' "alliance ouvriers-paysans" dans une lutte pour l' "affirmation de sa souveraineté" passant en fait par l'association au pouvoir, dans le parti proclamé "d'avant-garde", de tous ceux qui après sa victoire

37. La "Révolte de l'Est" que dirige un cadre ovimbundu, Daniel Chipenda, regroupe une partie des populations et de la guérilla du front Est, organisées contre les privilèges des commandants vus comme "nordistes" (comprenant les métis, les Bakongo et les Mbundu qui étaient les cadres de l'organisation quand celle-ci en 1966 ouvre le front oriental) ; et la "Révolte active" emmenée par des "anciens assimilés" et qui s'oppose principalement à l'absence de démocratie dans le mouvement (le "présidentialisme").

38. Les expériences différentes vécues entre les divers fronts de la guérilla et entre la guérilla et la "clandestinité intérieure" revêtent à cette époque une assez grande importance, qui s'affaiblira ensuite.

39. Il n'y a jamais eu d'enquête permettant de connaître l'ampleur exacte de la répression. La question a été de nouveau posée pendant la transition (un des partis civils ayant été formé à l'initiative de rescapés de cette répression) mais les conditions dans lesquelles celle-ci s'est déroulée n'ont pas rendu nécessaire que le MPLA s'en explique — de même que l'UNITA n'a pas eu à rendre de comptes sur l'élimination d'un certain nombre de ses dirigeants. (Les unes et les autres violations, passées ou actuelles, des droits de l'homme ont donc pu rester de simples arguments électoraux instrumentalisés d'un côté et de l'autre mais à leur gré puisque les faits n'ont pas été établis ou recherchés).

choisissaient de le rejoindre et lui paraissaient indispensables pour se maintenir à la tête de l'État. Cela signifia faire au sein du parti et de l'État une place pour des forces politiques et sociales notoirement hostiles aux objectifs "marxistes-léninistes" proclamés du parti. Ce fut le cas d'emblée pour les "anciens assimilés" (ceux qui alors ne quittèrent pas l'Angola avec les Portugais) *en tant que groupe socio-culturel* : rejoignirent en effet le MPLA non seulement la petite minorité socialisante qui l'avait auparavant soutenu sur des bases idéologiques, mais la quasi-totalité de ce groupe, tout anti-socialiste qu'en fût la majorité en 1977. À leurs yeux l'idéologie marxiste-léniniste du MPLA posait moins de problème que la menace foncière représentée par le FNLA ou l'UNITA ou par les nitistes aux forts accents anti-métis et anti-blanc. De plus, élite de la population angolaise, bien placés dans l'État colonial, ils pensaient pouvoir préserver leur position dans le parti-État à la direction duquel les "anciens assimilés" "politiques", qui leur étaient apparentés et proches, étaient puissants. Aux moments critiques de l'histoire angolaise, ces deux facteurs — identification contre la menace quasi identitaire perçue dans l'ennemi, et volonté comme élite sociale d'être aussi élite politique — ont toujours joué dans cette catégorie socio-culturelle prise comme telle pour assurer son soutien majoritaire au MPLA.

Cette entrée dans le parti-État fut aussi le fait dès le départ de la presque totalité de l'appareil administratif colonial en tant que tel — qui ne pouvait mieux défendre sa position socio-économique qu'au travers de l'État —, et donc à côté d'eux aussi de ceux qu'on peut encore définir comme des "nouveaux assimilés". Le MPLA n'étant pas un mouvement de prédominance ethnique, cette entrée des "nouveaux assimilés" dans le parti-État concernait toutes les origines ethniques, mais elle se fit surtout au profit des Mbundu d'autant qu'ils avaient déjà avec la direction du MPLA des liens forts et qu'après la guerre Bakongo et Ovimbundu étaient, sauf pour les fidèles⁴⁰, suspects. L'histoire politique vint ainsi renforcer dans l'appareil d'État indépendant la prédominance que les Mbundu avaient dans l'appareil de la colonisation (et assurer aux *Catetes* une place plus éminente que celle qu'ils avaient sous celle-ci).

À ce bloc initial qu'on peut dire central vint très vite après le coup d'État de 1977, qui affaiblit considérablement la base de soutien du régime à l'aube du regain de la menace sud-africaine en renfort à l'UNITA, s'ajouter un allié "politico-ethnique" : soucieux de ne pas avoir à lutter sur deux

40. Ceux depuis longtemps intégrés à l'organisation du MPLA dans la guérilla et à l'extérieur, dont les plus nombreux étaient des Bakongo ("nouveaux assimilés" et "évolués" ayant quitté le FNLA, Cabindais), alors que les Ovimbundu qui avaient rejoint le MPLA avaient dans leur majorité rejoint la "Révolte de l'Est" menée par Chipenda.

fronts, Agostinho Neto conclut en 1978 avec Mobutu un pacte de non-agression incluant la fin du soutien du Zaïre au FNLA, en même temps qu'il offrait à des dirigeants de cette organisation leur intégration au parti-État. Certains dans la direction du FNLA endémiquement divisée et peu à même de mener la lutte armée dans des conditions devenues si adverses acceptèrent les offres qui leur étaient faites. Survenant dans le contexte d'un MPLA extrêmement divisé où seule une petite partie des dirigeants et cadres se sentait concernée par les objectifs socialistes officiels et alors que le parti-État allait se développer, en l'absence de toute démocratie intérieure, comme une nomenclature clientéliste, cette "réconciliation", réussie en termes militaires, signifia l'introduction dans le parti et l'État des réseaux de fonctionnement ethnique les plus puissants d'Angola, devenant un facteur d'ethnisation partielle du système politique et social⁴¹.

Les menaces intérieures (UNITA) et extérieures (Afrique du Sud) ne cessant pas mais prenant au contraire avec le vote de la résolution sur la Namibie (1978) puis l'indépendance du Zimbabwe (1980) une nouvelle ampleur, la précarité de l'alliance de pouvoir resta une préoccupation majeure de la direction du parti. Il fallait donner assez à ces groupes si peu unis et concernés par les intérêts de développement du pays (sans parler de ceux, "marxistes-léninistes", auxquels ils souscrivaient officiellement) pour empêcher qu'ils ne se désolidarisent du bloc au pouvoir. La préservation de cette cohésion devint ainsi très vite, parallèlement au renforcement de ses capacités militaires, un objectif central de l'État-parti, tandis qu'un certain nombre de ses membres, cadres, dirigeants, s'attachaient surtout à tirer tout le bénéfice qu'ils pouvaient de leur position dans l'appareil. Ces phénomènes, cumulatifs et renforcés par les luttes et les rivalités internes, induisirent deux tendances contradictoires et endémiques dans le parti-État angolais : celle à l'entretien et au renforcement de fortes tendances centrifuges — tendant de plus en plus à l'affaiblissement de son efficacité (et au surréalisme de son discours par rapport au fonctionnement réel) —, couplée à une autre, de solidarité renforcée en tant qu'appareil contre tout ce qui pourrait menacer le bloc au pouvoir dans son ensemble. Elle fut aussi pour beaucoup dans le fait que se soit produite une évolution nette des centres de pouvoir réels dans le parti-État : d'emblée ce ne fut pas le parti qui décidait, "centralisme démocratique" oblige, mais au fil des années cela cessa d'être son Comité central, puis même son Bureau politique en tant que tel (même si le petit groupe d'hommes qui dirige est majoritairement présent au Bureau politique) ; cette marginalisation réelle des organes statutaires d'un régime

41. De même que le FNLA avait été le grand introducteur de l'ethno-nationalisme dans le mouvement nationaliste angolais où l'ethnisation de la politique n'avait que des bases faibles.

"en transition vers le socialisme" ne s'est pourtant pas faite au bénéfice du gouvernement, resté sans réelle autonomie. Alors que les organes du pouvoir étaient de plus en plus occupés par des militaires, c'est autour de la Présidence que les pouvoirs ont été progressivement concentrés : bien que n'ayant aucune base sociale propre, le Président qui succéda à Agostinho Neto, José Eduardo dos Santos, put imposer son pouvoir en jouant au fil des années des divisions et rivalités. C'est bientôt par lui (et non par le Parti, ni par le gouvernement) que se firent les promotions politiques, et c'est lui qui, même s'il subit des pressions, détint de plus en plus le pouvoir de décision⁴².

Sous la "transition au socialisme" : privilèges nomenklaturistes, dollarisation, corruption

L'évolution du MPLA comme parti-État et celle de la société réellement existante ne sont cependant compréhensibles que si l'on prend en considération, outre la réalité initiale du bloc au pouvoir, les effets qu'elle a eus "combinée" au pétrole et à la guerre. C'est au fur et à mesure que se développe la guerre, malgré et grâce à elle, avec l'atout considérable que représente pour ceux qui en contrôlent la rente la richesse du pays en pétrole, que se solidifie un système politico-social de ce fait très particulier : seule sa richesse en pétrole a permis au gouvernement de soutenir un effort de guerre sans cesse accru et de satisfaire les besoins de l'appareil d'État sans avoir vraiment besoin de la production de sa population, avec laquelle il a pu de ce fait entretenir des rapports paradoxaux, et aux effets "politiques" contradictoires.

La part des dépenses consacrée à l'agriculture par un gouvernement fortement dominé par des citoyens avait d'emblée été très faible, et celle en direction des paysans en particulier dérisoire. Ceux-ci cessèrent bientôt de vendre des produits en échange desquels ils n'obtenaient pas les biens élémentaires qui leur étaient nécessaires. Le gouvernement pouvant, avec l'argent du pétrole, importer pour nourrir les villes, les importations devinrent un substitut à la production. Les paysans furent de plus en plus abandonnés à leur sort sinon pour être recrutés pour la guerre, et l'UNITA y trouva un terrain favorable pour s'étendre bien au-delà de ses zones de soutien "traditionnelles". Avec l'extension des destructions, alors que, l'eût-on voulu, il devenait de plus en plus difficile de faire marcher l'économie tandis que la nomenclature, renforcée par des privilèges légaux accrus, se

42. De telle sorte que parler du pouvoir du "MPLA", ou de celui du "gouvernement", ou même, pour traduire sa réalité essentielle de parti-État, de celui du "gouvernement-MPLA" n'est pas vraiment adéquat.

distanciait davantage de la population, le pétrole en vint à représenter la part dominante des revenus de l'État et la quasi-totalité de ses recettes en devises ; celles-ci furent toujours plus utilisées à des importations, et celles-ci de moins en moins destinées à satisfaire les besoins essentiels de la population, mais prioritairement ceux de l'armée et de l'appareil de l'État-parti, renforçant ses privilèges absolus et relatifs. La population urbaine accrue de centaines de milliers de réfugiés fuyant la misère ou la guerre dans les campagnes fut à son tour progressivement abandonnée à la pénurie des "magasins du peuple" et à l'impossibilité d'acheter avec son salaire là où les biens les plus nécessaires étaient offerts — le marché "noir" de plus en plus florissant qui se nourrissait de l'économie "officielle".

Bien avant les réformes économiques et monétaires, la période dite de "transition au socialisme" fut celle d'une dollarisation accélérée d'une économie presque intégralement spéculative greffée sur les importations autorisées par le gouvernement et sur le système — extrêmement inégal, arbitraire et dépendant du pouvoir politique — d'accès aux devises et aux biens de divers cercles de privilégiés, la redistribution se faisant en partant de ceux-ci au travers des canaux familiaux, clientélistes ou directement commerciaux ou, pour ceux qui n'avaient pas cet accès officiel (ou ne s'en contentaient pas), à travers le vol, les détournements, la contrebande, de plus en plus organisés, qu'ils le soient ou non en liaison avec certains membres de la nomenklature.

Alors que la valeur du dollar au marché noir atteignait des niveaux considérables (à son apogée 60 à 80 fois son cours officiel), l'accès aux dollars et aux biens ou services à prix officiels (qui en faisait des "équivalents dollars") et leur revente sur le marché noir devinrent progressivement un mode de vie : la seule manière de survivre, mais de plus en plus difficilement, à la base de la société⁴³ ; de vivre décentement pour les techniciens et cadres à partir de 1988 quand, pour éviter leur hémorragie, leur sera donné l'accès à certains avantages ; de vivre dans un certain luxe pour le sommet de la nomenklature de l'État et du parti ; et de bâtir des fortunes, vu la hauteur du niveau de corruption "autorisé" par le pétrole, pour quelques dizaines d'individus situés à la fois au sommet de la nomenklature et hors d'elle parmi toutes sortes de trafiquants (diamants, etc.).

43. Avec la baisse de l'approvisionnement officiel aux travailleurs, des paiements en nature — en produits de leur entreprise — ont aussi été faits aux travailleurs et ont de plus en plus servi non de valeurs d'usage mais de monnaie d'échange sur le marché. Lui aussi facteur d'inégalités en fonction des biens dont il s'agissait (on a parlé par exemple de la "bourgeoisie de la bière"), ce système légal n'entre cependant que pour une faible part dans le système d'alimentation du marché parallèle — et ne cessera de perdre de l'importance avec la montée des importations et la chute de la production.

Parallèlement à la dollarisation de l'économie et au renforcement de la nomenclature, à la constitution de réseaux nationaux et internationaux de corruption, il y eut aussi à mesure que la guerre s'étendait et devenait plus coûteuse, une "privatisation" de fait du système social, sa "désocialisation" réelle, avec une progressive mais très forte régression de l'enseignement et de la santé et plus généralement de tous les services publics (eau, électricité, transports). L'État s'attacha en effet de plus en plus à trouver des solutions particulières pour les seuls secteurs privilégiés ou jugés "stratégiques" (économiquement, politiquement, idéologiquement) de la population. À l'absence originelle des "libertés formelles" vint ainsi s'ajouter la disparition progressive de ces "libertés réelles" que d'autres régimes se disant aussi "socialistes" apportaient à leur population.

Dépendances matérielles et contrôle social

Un tel système inégalitaire et arbitraire est cependant aussi un système de contrôle social fort : en même temps que l'écart grandit entre les privilégiés et même les bénéficiaires mineurs du régime et les conditions de vie du peuple, c'est en effet du système que dépend à peu près tout ce qui arrive aux Angolais. En l'absence de droits, quand personne ne peut plus vivre de son travail ou du salaire monétaire qu'il procure, quand les conditions de vie dépendent de la position dans le parti-État ou des liens et des relations avec lui ou ses membres, c'est par l'insertion dans les divers cercles de privilèges que le niveau de vie des individus, des groupes, des couches qui en font partie est assuré, et c'est surtout par les retombées, si maigres soient-elles, de ces privilèges ou de la corruption à travers les réseaux de redistribution ou de commerce que la majorité de la population survit. L'économie parallèle directement greffée sur les privilèges de la nomenclature est dans les faits le principal mécanisme de distribution des revenus : dépendance et allégeance matérielles et mentales au système sont donc fortes et vont bien au-delà de ceux qui en profitent directement⁴⁴.

Cette forte dépendance de la société envers l'État, renforcée par les effets de la guerre et les longues années d'interdiction et d'absence de mouvements sociaux, coexistait paradoxalement en 1991 au moment du cessez-le feu avec le sentiment, très fort lui aussi dans la population, de la coupure entre le pouvoir et le peuple ("eux" et "nous"), une très large aliénation populaire envers le régime, aggravée encore par le recrutement pour l'armée.

44. Conflictuellement certes, elles concernent même les petits délinquants et gros trafiquants indépendants, dont les négoce ne peuvent prospérer que sur cette économie réellement existante.

Dictature totalitaire, "dictature paradoxale"

Tant du côté du gouvernement-MPLA que de celui de l'UNITA, leur richesse et la puissance de leurs alliés ont ainsi permis que se renforce la domination sur des populations dépendantes d'appareils qui, eux, dépendaient principalement d'autre chose que de ces populations, et n'ayant pas à composer avec elles se sont renforcés dans leur logique hégémonique. La société qui s'était constituée sous leur pouvoir, la marge qu'ils laissaient à ce qui n'était pas conforme, et enfin leur rapport à l'étranger restèrent cependant éminemment différents.

La dictature de l'UNITA est proprement totalitaire, le pouvoir y est fondé à la fois sur la force et l'ostentation de la force, sur l'adhésion à un chef et s'exerce dans un monde clos et très peu poreux à l'extérieur et à l'étranger. Le rapport avec l'étranger, pourtant très fort étant donné les soutiens qu'a l'UNITA dans des gouvernements et auprès d'intérêts économiques occidentaux, est verrouillé : il est celui de quelques hommes de la direction, de cadres qui rejoignent l'organisation à l'étranger mais sont coupés de son fonctionnement "intérieur", d'étudiants boursiers qui ne doivent leur situation qu'à leur fidélité totale. Il n'imprègne pas la société de l'UNITA.

Du côté du MPLA en revanche s'est développée une "dictature paradoxale" — indéniablement une dictature puisque le parti unique ne tolère ni droits civiques élémentaires ni organisations ou même associations autonomes, mais pas totalitaire, comportant elle-même et donc tolérant d'énormes marges d'illégalisme et de dissonance, d' "indiscipline". Il en est ainsi dans le domaine économique où l'économie officielle alimente directement et indirectement l'économie parallèle illégale, qui elle-même renforce illégalement les privilèges légaux du système ; dans le domaine politique avec les divisions profondes au sein de l'appareil du parti-État et le caractère notoirement fictif du discours officiel ; dans l'obligation de la fidélité, stricte comme non-remise en cause du régime en tant que tel et opposition à l'ennemi, mais permettant la critique généralisée (et répandue jusqu'au sommet de l'État) dès lors qu'elle ne remet pas en cause la fidélité ainsi conçue ; dans le domaine social, dans un État qui se dit populaire, avec les privilèges considérables d'une nomenclature qui affiche de plus en plus ostensiblement les symboles du luxe ; au niveau "international" avec l'appartenance au "camp socialiste" mais, du fait que c'est de la richesse tirée de l'exploitation du pétrole avec des partenaires occidentaux que dépend le régime, une ouverture sur le monde occidental, des liens forts et une valorisation très grande de cet étranger occidental, de ses devises, de ses sociétés et hommes sur place, de ses symboles ; au niveau "populaire", la puissance d'adhérence — le contrôle social — qu'autorise le niveau de la rente pétrolière ayant progressivement compensé le déclin de l'adhésion puisqu'il n'y a pas de compromis social.

Le type de rapport de chacun des pouvoirs avec les populations en général et avec ses soutiens est donc extrêmement différent, fondé sur des dépendances, des allégeances, des valeurs très différentes.

"L'ÉTAT DU PEUPLE" EN MAI 1991 : LES APPAREILS, LES CAMPS, LES "FAMILLES" ET LES AUTRES⁴⁵

Au terme du développement de ces deux systèmes politico-sociaux, quelle est la situation concrète du peuple : comment divers groupes et secteurs de la population sont-ils placés et se situent-ils par rapport au conflit politico-militaire opposant les deux camps, et éventuellement y prennent place ?

Au moment des accords de Bicesse (1991), le "peuple angolais" est loin d'être uni et homogène : on ne peut en parler que lyriquement comme de "la grande famille angolaise". Seize années de guerre qui ont aussi été seize années de domination d'un parti unique pour la très grande majorité des Angolais, d'un appareil militaire pour quelques centaines de milliers d'entre eux⁴⁶, n'ont évidemment permis ni la constitution d'une société civile formée d'individus conscients d'abord d'être des citoyens, ni la résorption d'une série de différences, voire d'oppositions, existantes ; elles les ont parfois figées ou étouffées, parfois transformées, parfois renforcées et, la crise sociale n'ayant cessé de s'aggraver pendant cette "deuxième guerre", en ont créé d'autres. Saignée et exténuée par la guerre, la société est aussi décomposée, divisée. Les divisions en son sein ne se réduisent pas, au moment de Bicesse, à la division politique ; et celle-ci n'oppose pas seulement deux appareils politico-militaires en lutte pour le pouvoir mais mobilise des camps et des soutiens populaires.

45. Dans la "société du MPLA", le "peuple" peut être défini de deux façons : comme celui qui n'a accès qu'aux biens et services correspondant à la carte des "magasins du peuple" ; l'État étant un État du peuple, cependant, tout le monde continue à en faire partie : concrètement cela signifie que tout le monde a la carte du magasin du peuple, les autres (qui peuvent être nombreuses dans un système où les responsabilités dans l'État et le parti se cumulent) venant s'y ajouter...

46. Il reste aujourd'hui très difficile de savoir quelle était l'importance de la population réellement contrôlée par l'UNITA (les zones d'opérations militaires n'étaient pas toutes des zones de contrôle des populations, et les populations militairement contrôlées n'étaient pas obligatoirement politiquement gagnées : c'est la force des armes essentiellement (d'autant que le niveau de l'affrontement militaire est techniquement élevé) qui est le facteur principal des gains territoriaux, et non l'adhésion des populations (ceci vaut encore dans la nouvelle guerre, pour les deux camps). L'UNITA, qui a voulu se poser comme un pouvoir d'État, a revendiqué des chiffres à l'évidence très exagérés (plusieurs millions). Les accords de Bicesse reconnaissent comme contrôlés par l'UNITA des territoires et non des populations (et cette reconnaissance est faite sur la base d'une négociation et d'un rapport de forces, pas d'un recensement). Et comme ensuite, à partir de Bicesse, d'une

Intérêts d'appareil, légitimités des camps, "familles"

Cette longue guerre a d'abord en partie cristallisé les camps en lutte : toute dissidence étant d'emblée rejetée du côté de la subversion ennemie et combattue (avec les moyens et l'impunité permis par la guerre), elle a interdit que d'un côté ou de l'autre "le peuple" puisse se constituer en acteur autonome de son destin ; en même temps elle a joué dans le sens du renforcement réciproque des deux appareils dans ce qu'ils avaient de militarisé et d'arbitraire, ancré toujours plus leur antagonisme dans la lutte pour le pouvoir du fait de l'accroissement des enjeux liés à celui-ci — des bénéfices du pouvoir du côté du parti-État, des années de sacrifices pour y parvenir du côté de l'UNITA. Le développement de chacun s'est fait indissociablement de celui de l'autre et a aussi joué dans le sens du maintien d'une partie de leurs soutiens, de camps plus larges que les appareils. Sous une si longue militarisation du conflit politique, l'histoire organisationnelle a eu sa dynamique propre, avec des effets parfois centrifuges mais surtout de forts effets centripètes de cohésion face à l'ennemi, aboutissant de plus par la différence des expériences vécues en commun à la constitution et à l'ancrage de "cultures d'organisation", de modes d'être et de penser partagés en dépit des divergences et des oppositions internes.

Chacun des camps a conservé pour beaucoup de ceux qui s'étaient reconnus en lui dès la lutte nationaliste ou l'indépendance, une légitimité contre l'autre, permise notamment par la très forte idéologisation d'un affrontement exacerbé par les alignements de la guerre froide ou la nature des alliés : à la lutte pour le pouvoir entre élites vient du côté de l'UNITA s'ajouter celle pour "l'indépendance totale" contre la "colonisation russo-cubaine" et la révolte contre un pouvoir "de misère" et de corruption ; à cette même opposition vient du côté du MPLA s'ajouter le rejet d'une organisation alliée avec les pires "ennemis des peuples" — le Zaïre de Mobutu, l'Afrique du Sud de l'apartheid, l'impérialisme américain.

Se sont ainsi maintenues autour des deux camps des "familles", distinctes des appareils proprement dits et constituées sur d'autres bases que les bénéfices tirés de la position dans les appareils, qu'elles ne recouvrent que partiellement. Dans ces "familles" se reconnaissent ceux qui partagent une

part la population se déplacera, de l'autre l'UNITA maintiendra son contrôle sur certaines de ses zones jusqu'aux élections, comme de plus l'enregistrement électoral n'a pu être intégral, on ne sait pas aujourd'hui les chiffres réels, pas même pour ceux des "terres libres" proprement dites (le territoire autour de Jamba sous administration directe de l'UNITA), qui varient de 30 000 (selon un cadre de l'UNITA ayant fait défection) à, généralement, quelque 300 000.

opposition aux "ennemis historiques", indéfectible et quasi identitaire (identité socio-culturelle ou idéologique, renforcée par celle d'organisation), et qui sont un peu comme la sédimentation nostalgique de ce que les mouvements représentaient d'idéaux à leurs débuts⁴⁷. Elles se reforment "face à l'ennemi" en dépit de la dénaturaion des objectifs initiaux proclamés et malgré les distances prises avec les appareils. Elles sont pour ceux-ci la part de légitimité qui leur reste contre l'autre, et qu'ils⁴⁸ exhibent alors que le discours de légitimation qu'ils tiennent sur eux-mêmes — d'autant plus bruyant et hypertrophié qu'il y a contestation et perte de légitimité — est de plus en plus surréaliste par rapport à ce qu'est leur pratique et leur pouvoir. C'est dans cet ordre d'adhésion "familiale" qu'on peut aussi envisager la position des diverses Églises protestantes, qui ont gardé de leur situation de soutien et de vivier des trois organisations nationalistes avant l'indépendance et des liens maintenus ensuite avec les directions de l'UNITA ou du MPLA et du traitement préférentiel qu'elles en ont reçu, un "alignement" politique très grand.

Quelles que soient les situations objectives, ces facteurs viennent infléchir les positions subjectives par rapport à l'affrontement entre les deux camps, et renvoyer de l'un à l'autre des camps dans une "dialectique forcée" des rejets et des alignements. Chacun se détermine par ailleurs principalement en fonction du pouvoir sous lequel il vit, et donc pour la plupart du pouvoir d'État, par rapport auquel la situation "des Angolais" n'est pas homogène.

Rapport au pouvoir et aux ressources, identités : les situations et la position dans l'affrontement politique

Au fur et à mesure que l'État-parti s'est développé comme la seule voie d'accès à la promotion⁴⁹, aux postes et privilèges légaux, comme la meilleure voie pour la corruption et la moins précaire en général pour l'enrichissement illégal⁵⁰, d'autres — individus, groupes — que ceux qui l'avaient initialement

47. C'est plus visiblement le cas pour le MPLA, qui en a fait en outre un instrument politique, mais on trouve les mêmes phénomènes pour l'UNITA - avec les mêmes effets d'aveuglement chez leurs membres, et la même utilité pour les appareils dont elles couvrent et habillent les intérêts de pouvoir.

48. Notamment les porteurs de "l'idéologie familiale", les intellectuels organiques des mouvements.

49. Directement politique ou indirectement par l'accès à l'éducation d'abord : le système des bourses est très dépendant, surtout dans ses différenciations (pays, niveau, genre d'études, mais aussi niveau financier des bourses), des positions ou de la proximité au pouvoir.

50. Outre les commissions très considérables liées aux affaires économiques de l'État autour du pétrole et des importations (notamment de guerre), les trafics de contrebande permettent eux aussi tout particulièrement pour les diamants des niveaux d'enrichissement extrêmement élevés.

formée ont aussi choisi de participer à la nomenclature en faisant allégeance au pouvoir et ont pu y prendre des places plus ou moins importantes en quantité et en "qualité" — tandis que la guerre affectait directement des populations toujours plus nombreuses et que celles-ci étaient toujours plus abandonnées par l'État. Avec le fonctionnement de plus en plus clientéliste du régime, renforçateur de rivalités et producteur de solidarités de groupes, la structure de l'appareil du parti-État s'est complexifiée. Les réseaux de pouvoir et ceux de clientèles ne se sont en effet pas toujours recoupés, ces différents types de réseaux se sont développés sur des bases diverses, parfois identitaires (ethnique, familiale, clanique, régionale, raciale, socio-culturelle), parfois aussi sur celle d'affinités, d'histoires politiques partagées, de plus en plus sur celle de la communauté de positions et d'intérêts dans le parti-État. Aussi celui-ci a-t-il connu des processus partiels d'ethnisation et de dé-ethnisation selon la composition humaine concrète des divers cercles de bénéficiaires et la pratique plus ou moins clientéliste de leurs membres. L'ethnisation des réseaux de redistribution qui partent de ces divers cercles fut donc à la fois intrinsèque au fonctionnement clientéliste mais seulement partielle. La formation de groupes solides, de factions permanentes et délimitées, fut freinée, au profit de regroupements plus ou moins actifs, larges et informels, en fonction notamment des enjeux précis auxquelles ils étaient confrontés.

Le cœur nomenklaturiste

Qui, d'abord, profite du régime ?

L'UNITA en est venue explicitement depuis la nouvelle guerre à dénoncer le pouvoir du MPLA comme celui de "Luanda", "des Kimbundu" et des "créoles" — entendant pour sa part par là en même temps des réalités différentes : d'une part les "anciens *assimilados*" et surtout parmi eux (mais sous une forme euphémisée, non raciale) les métis, de l'autre (mais toujours donc par une désignation d'ordre socio-culturel connotant le mélange, la non-africanité authentique) un groupe qu'elle définit aussi souvent comme une "caste"⁵¹ et qui recouvre en fait la classe d'État. Qu'en est-il ?

Quand le MPLA prit le pouvoir d'État, il n'était pas une alliance entre un groupe racial et un groupe ethnique, mais, avec des soutiens populaires, entre une organisation politique dominée par certaines élites, et des élites

51. L'emploi du mot "caste" avec sa connotation implicite d'un groupe fermé et quasi génétique — et renvoyant donc, par une synecdoque, toujours "de surcroît" plus précisément aux métis dans "la caste", présente le même genre d'intérêt que le mot "créole", qui renvoie pour l'UNITA à son opposition originelle avec les élites dominantes dans le MPLA.

sociales. Il ne mena pas, ensuite, de politique de favoritisme ethnique, ni ne pratiqua d'exclusivisme : d'un côté, quiconque paraissait répondre aux conditions, qui étaient essentiellement politiques ("fidélité au MPLA et au pays contre leurs ennemis") put y appartenir, aucune origine ethnique ou raciale n'étant un obstacle à la participation même au sommet du parti-État⁵² ; les positions politico-sociales dépendent toujours en 1991 de l'allégeance politique — mêmes pour les "nouveaux" entrepreneurs qui, sauf situation tout à fait exceptionnelle, n'ont pu en fait développer leurs affaires qu'avec l'autorisation et l'aide de l'État. De l'autre côté, les paysans furent d'emblée loin des préoccupations du pouvoir, et le peuple des villes fut tôt lui aussi abandonné; pour la grande majorité, même pour les Mbundu, même à Luanda, la "communauté identitaire" avec le pouvoir n'assure nullement les moyens de vivre.

Cependant, la nomenclature ne peut apparaître "neutre", surtout aux yeux de qui n'y participe ni n'en bénéficie. Elle a une certaine composition ; certains groupes, qu'on peut définir identitairement, régionalement, sont surreprésentés dans les positions de pouvoir politique et économique : les métis et les Blancs, l'élite historique, y sont très nombreux par rapport à leur poids démographique, et les Mbundu le sont comparés aux autres groupes ethniques. Socialement, le bloc au pouvoir reste dominé par des "anciens assimilés" (donc métis et Noirs, Blancs) et des "nouveaux assimilés" majoritairement mbundu.

L'alliance entre les deux groupes est cependant restée conflictuelle : le conflit, le plus souvent sourd, n'a pas cessé au sein du MPLA malgré l'union de nouveau consacrée en 1977⁵³, prenant même du début au milieu des années 1980 une ampleur particulière. Globalement, cette rivalité s'est sanctionnée par une marginalisation relative des "anciens *assimilados*" — et surtout en leur sein des *claros* — des positions de pouvoir réel (et même de la direction idéologique du parti), par l'accélération du processus de promotion massive des "nouveaux assimilés" dans l'appareil du parti-État, et par des pratiques tribalistes (clientélistes) et racistes. Elle s'est aussi

52. Comme dans d'autres systèmes de direction dictatoriale et personnelle, les individus issus de groupes marginaux et dépourvus de base sociale et de clientèle sont souvent les hommes de confiance préférés (dans les polices politiques par exemple). À cet égard les Angolais blancs, contrairement à leur situation sous la colonisation, sont dans une position d'hommes "sans famille" comparable à la position des Angolais issus de groupes périphériques par rapport au pouvoir.

53. Elle a été ressoudée entre les "anciens *assimilados*" et, outre les "nouveaux assimilés" non mbundu, les *Catetes* : bien que ces derniers aient partagé avec Nito Alves une rivalité socio-culturelle et raciale avec les "anciens *assimilados*", ils s'opposaient en revanche au communisme et au pro-soviétisme des nitistes; de plus, décisivement a joué alors leur attachement à Neto et à son système de pouvoir, frontalement attaqué par ceux-ci.

exprimée ouvertement, mais pas sur le terrain de l'idéologie officielle, intouchable, mais sur celui de la culture⁵⁴. Cette marginalisation des "anciens *assimilados*" du pouvoir de décision se conjugue cependant avec leur maintien dans les instances de direction du parti-État — d'autant qu'ils continuent à être des alliés sûrs du fait de leur opposition foncière (identitaire, culturelle, idéologique, politico-organisationnelle) à l'UNITA⁵⁵, et qu'ils sont les plus nombreux parmi les intellectuels du régime (qu'ils représentent internationalement et auxquels celui-ci assure une position et un prestige particuliers).

Ceci pour les "anciens assimilés politiques", ceux qui faisaient partie de la direction du MPLA à l'indépendance. Les autres ont effectivement pu se placer et se maintenir dans des organes importants du parti et de l'État : après une période marquée par la "légitimité des armes" qui les avait marginalisés au profit des fidèles du parti⁵⁶ (et qui a amené chez une partie d'entre eux un renforcement de la conscience identitaire⁵⁷) mais qui eut des résultats jugés néfastes pour le fonctionnement de l'État, ils ont été en général réintégrés dans des postes de direction technique. La plupart sont donc dans des positions leur donnant accès sinon au pouvoir, du moins à des avantages et parfois des privilèges importants.

Quant aux "nouveaux assimilés" de diverses régions et ethnies (et aux "évolués" bakongo), ils sont montés dans l'appareil du parti-État mais le poids des Mbundu parmi eux, dominant à l'indépendance, s'est maintenu. Avec la montée du fonctionnement factionnel et clientéliste, la compétition pour les postes de pouvoir et d'enrichissement les oppose majoritairement aux "anciens *assimilados*" et se manifeste notamment par l'entretien de tensions raciales et culturelles au sein de la nomenclature, mais suscite aussi une activation des rivalités en leur sein et la constitution de réseaux de pouvoir et de clientèle qui se font souvent au moins partiellement selon des

54. Deux conférences sur la culture nationale ont ainsi vu s'opposer "multiraciaux universalistes" et "africanistes" autour de la question de "l'angolanité" (spécifique par rapport au reste de l'Afrique car intimement mêlée aux apports européens) ou de "l'africanité" de l'identité angolaise et de la ligne culturelle du parti. Lors de la deuxième de ces conférences, les *Catete* furent rejoints dans leurs positions par des Bakongo.

55. Ce sont eux qu'on désignait le plus souvent comme la "ligne dure" du parti.

56. De même d'ailleurs que pour les autres cadres techniques défendant des normes de fonctionnement qui n'allaient pas dans le sens des intérêts de l'État-parti ou de son représentant. Il y a eu en effet initialement deux mouvements qui ne se recoupent que partiellement, même si, se faisant au même moment, ils ont eu aussi globalement en partie les mêmes victimes : l'un est de promotion des "nouveaux assimilés" contre les "anciens" et surtout les métis, l'autre de promotion des fidèles contre les "ralliés".

57. Une partie des Blancs, métis et Noirs "anciens assimilés" ont été les premiers (hors les historiens ou sociologues) à utiliser le terme "créole", en privé, pour s'auto-désigner alors qu'ils étaient l'objet d'une marginalisation s'appuyant en outre pour les métis et les Blancs sur le racisme.

lignes ethniques et, au sein des Mbundu, sur une base régionale ou d'origine régionale (*Catetes*, Luandais, *Malanjinós*, etc.).

La compétition entre "anciens" et "nouveaux assimilés" se fait en outre de plus en plus avec le temps parallèlement et concurremment à une certaine homogénéisation des positions et des modes de vie et de pensée comme classe d'État : l'accession en masse des "nouveaux assimilés" aux postes de direction et de pouvoir va aussi amener un renforcement des liens sociaux, matrimoniaux, entre l'élite "sociale traditionnelle" que les "anciens *assimilados*" représentent et l'élite "politico-sociale" formée surtout par les "nouveaux *assimilados*"⁵⁸.

Cette nomenclature multiraciale mais où désormais les "nouveaux assimilés" détiennent l'essentiel du pouvoir politique, bâtie sur la richesse en pétrole et très fortement européanisée dans son mode de vie, a tendance, quelles que puissent être ses divisions et pour une fraction d'entre elle sa revendication d'africanité mobilisée contre les *claros*, à se qualifier elle-même de "créole", reprenant pour son compte le modèle historique angolais de l'élite, qui pèse sur tous les aspirants et les détenteurs du pouvoir d'État. Se répandent aussi toujours plus avec son éloignement des conditions de vie du reste de la population l'arrogance de cette nomenclature, de plus en plus convaincue qu'elle ne doit sa position qu'à ses compétences et ses qualités⁵⁹, et son mépris pour les *matumbos*⁶⁰.

Au-delà de la nomenclature, l'attribution ès qualité en 1988 aux techniciens et cadres d'avantages certes mineurs à côté des privilèges de la nomenclature mais cependant importants relativement à la condition générale du "peuple"⁶¹ profite d'abord globalement aux "anciens assimilés" métis et noirs qui étaient déjà "socialement en position d'élite" et aux "nouveaux assimilés" qui ont ou acquièrent le niveau d'études requis. Décidée alors que la situation des cadres s'est dégradée (matériellement et

58. D'autant plus entre ceux qui soit ont eu des parcours communs depuis la période nationaliste, soit se sont trouvés avec le développement de l'État-parti dans des positions où leurs intérêts en viennent à coïncider.

59. La "légitimité de la lutte" très forte à l'indépendance a assez vite cédé la place. De plus, dans l'ambiance nouvelle du développement angolais la "légitimité du diplôme" est venue s'ajouter à la légitimité politique. En même temps que les enfants de la nomenclature (et la nomenclature elle-même) étaient les premiers bénéficiaires des études à l'étranger (parfois très longues et très coûteuses pour le pays), l'École du parti était érigée en École supérieure du parti et les titres qu'elle délivrait finirent par être reconnus comme équivalents à ceux de l'Université...

60. *De mato*, la brousse : les bouseux, les paysans, les rustres.

61. Cette attribution se fait par l'accès à des avantages en nature, le *cabaz complementar* — panier pas du tout "complémentaire", tout à fait essentiel pour leur niveau de vie —, impliquant pour être rentabilisé d'être échangé comme "équivalent dollar" sur le marché parallèle. Autre facteur essentiel à leur niveau de vie, les voyages professionnels à l'étranger sont une source très importante d'accès aux devises.

moralement) à tel point que leurs départs du service de l'État (pour l'étranger, et en Angola le privé et surtout les sociétés étrangères) sont devenus préoccupants pour le bon fonctionnement de celui-ci, elle entre dans la logique de fonctionnement du système sur la base d'avantages et de privilèges et non de droits et d'une rémunération d'un travail, mais elle entame cependant aussi, étant accordée en fonction des qualifications, la dépendance directe du pouvoir politique.

Situations et consciences régionales et ethniques

La redistribution se fait essentiellement à partir des divers cercles de privilèges. Cependant d'autres facteurs jouent aussi indépendamment de cette logique du système social : la guerre, qui a des effets différents dans les villes et les campagnes et dans les diverses régions, leurs ressources, les possibilités "offertes" non par le système mais par le "socialisme réellement existant" qu'il nourrit — donc des circonstances aléatoires, heureuses ou malheureuses, pour les populations.

Si des miettes finissent par arriver officiellement ou par les réseaux de redistribution, par les détournements individuels, jusque dans les villes de l'intérieur et certaines campagnes, à part les régions protégées de la côte et, dans l'intérieur, les zones agricoles aux alentours des villes, à part aussi une assez vaste région autour de Lubango qui, militairement très protégée, reste pendant toute la guerre à l'abri de celle-ci, la situation dans les campagnes va énormément se dégrader, et ce n'est souvent plus seulement la commercialisation des produits qui est affectée, mais le niveau de subsistance qui est atteint. Dans les villes où la population afflue, l'état nutritionnel et sanitaire de la population ne va cesser de se dégrader.

La situation est cependant inégale régionalement et pour diverses populations, et ressentie différemment.

Situations et identités régionales : Luanda, Cabinda, Lunda

Principal port d'arrivée des importations des produits les plus vitaux, Luanda est dans une situation incomparable à celle de partout ailleurs⁶². Centre du pouvoir politique, elle l'est aussi des détournements, des vols et de la débrouille. Protégée de la guerre avec en mai 1991 quelque deux

62. L'interruption, du fait de la guerre, du trafic sur la plus grande partie du Chemin de fer de Benguela à partir de Lobito fait que l'ancien "équilibre" entre la conurbation "sudiste" de Benguela-Lobito et Luanda est rompu.

millions d'habitants venus ou repoussés de toutes les régions du pays, elle est, avec sa ceinture verte, un monde à part. À tous les niveaux (nomenclature, cadres, peuple), les possibilités de finir par y trouver le nécessaire y sont bien supérieures à ce qu'elles sont dans tout le reste du pays. Une culture particulière s'y est développée marquée par les brassages et mélanges entre groupes d'origines différentes, parmi lesquels le portugais est la grande langue parlée, et par le fait qu'une grande partie de la société luandaïse a au fil des années élaboré des moyens personnels, commerciaux, sociaux, par combines et "services", de mener une vie qui est, notamment pour la jeunesse, la seule qu'elle ait connue. L'accroissement des inégalités est cependant de plus en plus fort et visible avec la montée et l'ostentation accrue du luxe des bénéficiaires "légaux" ou "objectifs" du régime, la régression de tous les services à la population (santé, éducation, approvisionnement officiel), l'aggravation de la crise sociale et de la violence des rapports urbains. Des marginaux, délinquants, trafiquants de toutes origines tirent véritablement profit de la situation exceptionnelle de la capitale. Au-delà de la nomenclature et des cadres, certains groupes — notamment parmi les résidents de vieille souche dont les liens avec le pouvoir sont les plus denses (les Mbundu) et ceux qui sont à même d'offrir à la population les services et les biens qui lui sont nécessaires (parmi eux éminemment une partie des *regressados* du Zaïre, mais aussi les pêcheurs de Luanda) sont dans des positions de privilèges relatifs par rapport aux autres et surtout aux réfugiés qui affluent.

Deux régions, Cabinda et la Lunda, doivent aussi être (tout aussi schématiquement) distinguées car leur situation très particulière — il s'agit des régions dont sont tirées les deux grandes richesses de l'Angola, pétrole et diamant — permet de mettre en évidence les bases le plus souvent régionales de ce qui est vu comme des positions "ethniques", et les facteurs sociaux de ces bases régionales. À part les Bakongo, ce sont les seules populations parmi lesquelles se forment après 1991 des organisations nettement régionales, qui recueilleront un soutien important dans l'électorat⁶³. Elles gagnent celui-ci sur des bases qui ne sont pas

63. La loi interdit les partis à base ethnique, régionale ou religieuse. Un certain nombre devront ainsi changer leur nom pour être reconnus. Le squelette d'analyse présenté ici s'appuiera en partie sur ce que laisse voir de "l'état du peuple" le surgissement d'associations et de partis qui se fait avec l'ouverture de la transition, et sur le résultat des élections. Comme on l'expliquera dans la seconde partie de cet article, ce résultat traduit cependant une bipolarisation qui n'a cessé de se renforcer depuis mai 1991 et ne peut donc être pris comme exprimant ce qui existait alors, mais éclaire la situation. D'autre part, le pullulement des partis qui se produit, intéressant parce qu'il indique des velléités, des potentialités, n'est pas le signe de la représentativité des directions (des élites) qui les forment. On tiendra donc compte de ces garde-fous dans les conclusions, qui se fondent principalement sur les effets des développements sociaux globaux.

fondamentalement bipolarisées (pour ou contre l'UNITA ou le MPLA) mais dépendent d'abord des rapports à l'État (pouvoir et ressources).

Les Cabindais ne peuvent nullement jouir des retombées de la richesse produite chez eux (deux tiers du pétrole angolais), qui passe par le verrou de l'État-parti à Luanda. Ils sont comme les autres régions rurales abandonnés à leur sort par l'État (et enclins à la comparaison avec la situation à côté de chez eux, au Zaïre et au Congo). Les mouvements séparatistes sont dans l'enclave très anciens, mais ont toujours été très divisés et dépendants de grands alliés ou patrons (Congo, Zaïre, compagnies pétrolières) qui les financent ou convoitent le pétrole. Ils n'avaient jusqu'à l'indépendance de l'Angola qu'un écho populaire limité, même si la conscience régionale était forte dans cette enclave où la colonisation a été particulière. La dégradation de la situation sociale, qui n'a pas cessé et que n'ont pas compensé, si loin du centre de l'État, des redistributions nomenklaturistes significatives sauf pour les proches de l'appareil local ou national du parti-État⁶⁴, explique que 90 % des Cabindais aient boycotté l'enregistrement électoral, se rangeant aux consignes données par les principales organisations séparatistes⁶⁵.

Les Lunda-Tchokwe de la Lunda où le diamant est exploité légalement par une entreprise d'État et illégalement par des *garimpeiros* qui trafiquent avec qui achète — l'UNITA, des membres locaux ou nationaux de la nomenclature, les Zaïrois frontaliers et, après la libéralisation de la vente des diamants, tous les trafiquants "descendus" d'Afrique de l'Ouest et de l'Est — eux ont pour certains accès à la richesse existant sur leur sol. Ils sont aussi pour ceux qui veulent s'organiser, en position de négociier avec le pouvoir central. Des groupes tchokwe ont eu en outre des rapports "historiques" positifs avec le MPLA depuis la lutte armée⁶⁶. Un groupe de cadres tchokwe formera un parti en fait régional qui, contrairement aux organisations cabindaises, choisira de traiter avec le gouvernement (contre-exemple bienvenu de "régionalisme tempéré" ne remettant pas en cause l'unité de la nation), appelant à voter pour le Président du MPLA.

64. Le gouvernement s'est pourtant bien inquiété du problème posé par Cabinda, mais a choisi de l'"aborder" avec des interlocuteurs "stratégiques" — ceux qui soutenaient ou risquaient de soutenir les indépendantistes — , et non point en tentant de gagner la population.

65. Malgré ce boycott, Cabinda a envoyé à l'Assemblée nationale, comme toutes les autres provinces, cinq députés, qui représentent donc un dixième de la population. Quatre sont du MPLA et un de l'UNITA. La plupart du dixième de votants sont en outre les troupes stationnées à l'époque dans l'enclave...

66. Pendant la lutte de guérilla du MPLA à l'Est, des Tchokwe ont participé à celle-ci. Contrairement aux populations de la "sous-région Sud" qui participèrent massivement à la Révolte de l'Est, les Tchokwe de la "sous-région Nord" restèrent en majorité fidèles au MPLA et à la direction Neto.

Les Bakongo de la nomenklature et les autres : Bakongo, regressados, "Zaïrois"

La situation des "nouveaux assimilés" et "évolués" bakongo dans l'appareil du parti-État est particulière. Ils sont entrés dans le MPLA en vagues successives, certains y sont depuis les débuts de la lutte nationaliste, mais beaucoup n'ont été intégrés qu'au parti déjà au pouvoir, et pour les derniers des *clementinos*⁶⁷ tout récemment. Les élites revenues du Zaïre ont pu s'insérer en grand nombre dans l'appareil du parti et surtout de l'État (éducation, entreprises, ministères économiques) et y occuper des positions de cadres. Certains dans la nomenklature sont à même de tirer parti de leur position dans l'État pour profiter de la corruption, se créer des clientèles sur la base de réseaux ethniques forts ; plus vite et plus fréquemment peut-être que d'autres membres de la nomenklature, certains Bakongo ont à la fois un pied dans et un pied hors l'État. Les liens d'autres groupes bakongo avec le Zaïre leur permettent d'être actifs dans des réseaux de contrebande, dans des réseaux de trafiquants concurrents à ceux dominés par les membres de la nomenklature.

La réinsertion politique d'anciens dirigeants du FNLA depuis 1978 avait aussi ouvert la possibilité, bien au-delà d'eux, d'une rentrée massive en Angola de réfugiés ou d'émigrés au Zaïre et entraîné une transformation qualitative de la sociologie bakongo angolaise, avec une très forte urbanisation, notamment à Luanda où les *regressados* s'installent en grand nombre. Les compétences (scolaires, professionnelles, commerciales) acquises au Zaïre leur permet de prendre une place importante dans la petite économie informelle de Luanda (ils sont tailleurs, coiffeurs, chauffeurs de taxis longtemps illégaux, revendeurs et marchandes sur tous les principaux marchés qui sont les seuls lieux de la capitale où depuis des années les biens sont disponibles — à des prix de marché noir).

Il y a donc déploiement de toute une variété de situations. Mais s'ajoutant au stigmate politique de l'allégeance ancienne ou suspectée "des Bakongo" au FNLA, et "aidé" par l'affirmation de leur différence et de leur africanité dans le vêtement, la langue, la culture, c'est le stéréotype des *regressados* qui va souvent recouvrir l'image des Bakongo en général, complaisamment entretenu et amalgamé à celui du "Zaïrois trafiquant", avec de plus un rejet du côté de l'étranger qu'exprime l'appellation fréquente de "Zaïrois". Mais

67. On a appelé populairement ainsi les dirigeants ou anciens dirigeants du FNLA qui acceptaient la "clémence" offerte par le parti-État — une politique poursuivie avec constance jusqu'à aujourd'hui, et qui s'est traduite par l'accès très rapide au Comité central et au gouvernement d'hommes que le MPLA avait été en 1976 jusqu'à accuser de "manger de la chair humaine".

si les Bakongo de Luanda et ceux qui peuvent vivre de gros ou petits trafics avec le Zaïre par la frontière de l'Uige peuvent s'en tirer, la situation des paysans bakongo est pourtant très mauvaise : les redistributions venues de la nomenclature arrivent, localement, très inégalement selon le type d'insertion des élites à la base et les réseaux de clientélisme qu'elles ont formés. Et si "les Bakongo" à l'intérieur ou hors du MPLA sont complaisamment vus par les autres comme "les" trafiquants et spéculateurs, ceux qui sont les plus "visibles" ne sont que des secteurs de petit commerce et services qui "se débrouillent" avec des compétences différentes des autres "ethnies" mais sans que cela leur donne des positions économiques nettement favorables, celles-ci de toute façon ne concernent que des minorités des Bakongo et même des *regressados*, et pour ce qui est des grands trafiquants et corrompus (bien moins visibles, eux, que les revendeurs des marchés), l'"avance" initiale de Bakongo dans ce domaine a été depuis longtemps et largement rattrapée par d'autres "sans considération de race, de couleur, d'ethnie ou de religion". Mais il y eut dès l'origine un indéniable rejet des Bakongo dans leur ensemble, qui ne disparaîtra pas avec les années vu l'accroissement des difficultés de la population et les rivalités internes au pouvoir⁶⁸, rejet qui va tendre au maintien parmi eux d'une assez forte "endogamie", même au sein de la nomenclature. L'intégration est comme pour les autres membres de celle-ci une association au pouvoir et à ses bénéfiques, mais pour eux plus une insertion qu'une adoption. Sauf pour les plus anciens des fidèles, les Bakongo de la nomenclature elle-même sont tenus dans une situation de sous-élite, bénéficiaire mais mal intégrée⁶⁹.

Les Bakongo étant une population qui s'associe et s'organise beaucoup, on peut en ce qui les concerne avoir une idée de leur situation par rapport à l'affrontement politique tel qu'il se déroule à partir de l'ouverture de la transition. Le bouleversement de la sociologie bakongo et les rapports de différents segments de la population au pouvoir, les bénéfiques différenciés qu'ils peuvent tirer de leur situation matérielle, leurs liens avec le FNLA historique (notamment pour Mbanza Congo) et la façon dont ils sont diversement confrontés au rejet culturel et politique soit de la part des élites

68. Étant donné les divisions internes au bloc au pouvoir et l'évolution des rapports de force entre les diverses factions ou groupes en son sein, la tendance est forte à la dérivation sur une fraction particulière de la nomenclature (et son extension à tout un groupe défini identitairement, indépendamment de sa participation à la nomenclature ou non) des "tares" du système : l'image de "privilège" est ainsi accolée "aux métis", celle de corruption et de trafics "aux Bakongo" — ce qui est évidemment sans danger pour le "corps" ("nouveaux assimilés" mbundu) de la nomenclature.

69. Ce n'est sans doute pas un hasard si la seule scission d'un groupe de l'appareil même de l'État-parti est le fait de Bakongo depuis longtemps militants du MPLA et ralliés des cadres bakongos (dont des *regressados*) insérés dans l'appareil de l'État ou du parti mais dans des secteurs "pauvres" (appareil central du parti, enseignement notamment).

"centrales" du gouvernement-MPLA ("anciens assimilés" et "nouveaux assimilés" mbundu) soit du peuple, la fin de l'affrontement militaire entre le FNLA et le gouvernement, sont les principaux facteurs qui aboutissent à leur fragmentation politique.

D'une part ils se dispersent dans une myriade de partis, d'associations ou d'Églises dont l'identité bakongo est nette, ce qui traduit la coexistence "classique" dans cette population d'une forte conscience ethnique et d'un fort divisionnisme interne selon des lignes locales, religieuses, claniques. Moins classiquement, ils se divisent dans leurs choix politiques hors de partis bakongo : c'est le cas, sans abandonner le plus souvent l'affirmation de leur différence culturelle et de leur africanité, pour nombre de Bakongo qui rallient individuellement l'un ou l'autre des deux "camps", de même que des partis fortement marqués par l'identité bakongo et par la revendication d' "africanité" vont, dans la confrontation entre UNITA et MPLA, choisir l'alliance avec l'un ou l'autre. Des groupes vont apparaître aussi qui, bien que toujours dans leur composition fortement bakongo, ne se forment pas même sur ces affirmations identitaires, mais se situent dans le champ politique comme une opposition "civile" démocratique — c'est notamment le cas du FNLA, qui apparaît tout autre que ce qu'il était en 1974 -1976⁷⁰. Il est difficile de dire ce que représentaient ces divers courants au moment de Bicesse avant que la bipolarisation ne se renforce⁷¹, mais cette dispersion politique et la perte d'hégémonie du FNLA sont en revanche nets. Le maintien d'une forte identité ethnique spécifique se combine avec des adhésions politiques diversifiées qui parfois débordent les limites ethniques ou se font même sur des bases non ethniques.

Les Ovimbundu : vers l'hégémonie politique de l'UNITA et l'affirmation de l'identité ethnique

Ce qui arrive aux Ovimbundu dépend comme pour les autres ethnies et régions de la place qu'ils ont dans la nomenclature et de leur situation générale, avec cependant la grande différence du fait que le conflit armé est mené par une organisation où ils sont éminemment présents (le seul autre groupe dans ce cas est celui des Cabindais). Les "Ovimbundu du MPLA" sont peu nombreux à avoir pu monter dans l'appareil du parti-État. Recrutés sur la base de leur fidélité politique "malgré leur appartenance ethnique",

70. Même s'il est toujours dirigé par les mêmes hommes (ou plutôt les "survivants" de l'ancienne direction, ceux qui n'ont pas été "gagnés" par le MPLA), dont Holden Roberto.

71. Comme pour d'autres partis, certains des nombreux partis bakongo étaient vraiment des groupuscules ne défendant à l'évidence que des intérêts extrêmement particularistes, voire quasi familiaux.

ils ne sont pas en général issus des familles de l'élite ovimbundu, suspectées en 1975-1976 de sympathies pour l'UNITA (et souvent repoussées vers l'UNITA par suite des brimades ou de la répression subies). Ils n'ont pas les aptitudes développées par les Bakongo angolais au Zaïre ni ne sont dans des positions ou en situation leur permettant de tirer de leur participation au pouvoir de bénéfices autres que ceux légaux liés à leur position. Il n'y a quasiment pas eu de tentative de cooptation des élites ovimbundu, même dans la dernière période quand le MPLA fit un effort pour promouvoir ceux qui étaient membres du parti-État, pour faire pièce à l'UNITA. Cet effort resta très limité et les cadres qui purent prendre place dans la nomenclature y furent en position marginale. Sur le haut-plateau ovimbundu, la population ne pouvait donc compter ni sur ses élites, ni sur les élites créoles et notamment blanches, non intégrées aux réseaux clientélistes⁷², pour des redistributions nomenclaturistes. Elle était de surcroît loin de toute source directe d'approvisionnement ou de détournement, en très mauvaise position, si loin du pouvoir, même dans les villes, pour les maigres distributions officielles. Elle était en outre depuis des années soumise à la guerre, dont le haut plateau fut tôt un haut lieu (et qui là toucha même les villes), et elle a formé l'ossature des soldats de l'armée du MPLA, les jeunes étant comme ailleurs parfois brutalement enrôlés et risquant ici (les familles s'étant souvent divisées ou trouvé divisées après 1976) de faire la guerre à des parents. Les Ovimbundu sont tenus en suspicion et soumis à un mépris social qui n'est pas un rejet comme pour les Bakongo, où se mêlent le fait qu' "ils n'ont pas lutté", les stéréotypes de leur "soumission" (aux colons puis à l'UNITA), de leur qualité de travailleurs "laborieux" et "fidèles" certes mais toujours suspectés d'être "hypocrites". L'arrogance à leur égard, du haut de la valorisation toujours plus grande de la "combine" et du luxe, se fonde sur leur situation subalterne dans les campagnes hors du pays ovimbundu ou dans les villes, notamment à Luanda, où ils sont un groupe de main-d'œuvre nombreux mais démunis (ils sont par exemple travailleurs sur les *quintas* (fermes modernes) de la périphérie luandaise cédées le plus souvent à des membres de la nomenclature au tout début des privatisations).

72. Il y eut sur le haut plateau du centre-sud une implantation blanche assez spécifique depuis le début du siècle. On peut distinguer deux groupes dans ceux qui sont restés ou revenus après l'indépendance : des Blancs "à la zimbabwéenne", dans le secteur privé surtout, qui ont en général été sympathisants de l'UNITA en 1974-1975, dont certains le sont encore mais dont d'autres, ayant pu développer leurs affaires sous le pouvoir du MPLA, ont pu changer de sympathies ; et les créoles qui avaient sympathisé avec le MPLA et l'avaient activement soutenu, très opposés à l'UNITA et souvent de gauche, parfois proches du communisme, souvent restés d'une intégrité absolue et attachés avec une ténacité presque impensable à Luanda à soigner ou instruire la population et à développer leur pays. Plusieurs de ces hommes et femmes exceptionnels ont été assassinés en octobre et novembre 1992.

Tout comme ils étaient déjà après la seconde guerre mondiale les *contratados* les plus nombreux, les plus migrants et les plus mal payés.

Dans les couches populaires, tandis que la migration vers la côte, la désertion, la clandestinité dans les villes devient un phénomène significatif parmi les jeunes, une minorité s'est pourtant intégrée, parfois au travers de l'armée (qui a eu en termes d'intégration nationale des effets contradictoires⁷³). Dans les couches plus instruites, une partie, au fur et à mesure que l'État du MPLA s'imposait, choisit d'assurer sa situation et sa promotion en entrant dans les rangs du parti ou des organes de l'État et put mener des études et une carrière. Mais la majorité est restée marginalisée dans le système de pouvoir et de clientèle.

L'UNITA en est venue à représenter pour la majorité des Ovimbundu, même s'ils la connaissent mal, la seule manière de tenir tête au mépris et à la condescendance qu'on leur témoignait souvent, de refuser la misère du peuple alentour, de récupérer leur dignité. Si le soutien de la plupart des Églises protestantes du pays ovimbundu à l'UNITA s'explique plutôt par une solidarité du même type que celle de l'Église méthodiste envers le MPLA (les liens tissés du temps de la lutte nationaliste et l'octroi par l'organisation d'une position éminente), la position de neutralité bienveillante conservée "malgré tout" à l'UNITA par la plupart des évêques et la grande majorité des prêtres et catéchistes ovimbundu de l'Église catholique me semble relever de la même protestation contre la situation faite aux Ovimbundu et de la perception de l'UNITA comme seule représentante "possible" de la dignité de ce peuple. Le chemin vers l'UNITA s'est fait ainsi au long des années pour une majorité de la population ovimbundu : quelles qu'aient été les tentatives, il n'y aura pas surgissement sur le haut plateau

73. L'armée a eu en termes d'intégration nationale des effets contradictoires. Elle a en général été un lieu de brassage et de contacts entre les jeunes gens issus de tout le pays, qui s'y sont retrouvés dans la même situation, souvent sur des fronts très difficiles et pour un nombre d'années bien supérieur à la durée légale de leur service, et a souvent favorisé la formation d'une conscience nationale en même temps qu'elle est restée la seule institution dans laquelle la formation politique (très opposée à l'ennemi) mais aussi civique (selon l'idéologie officielle du MPLA, insistant sur l'unité nationale) a continué à se faire avec une certaine efficacité. Pour une partie de ces jeunes, elle a même signifié des possibilités d'instruction et de promotion, et ce dans toutes les ethnies. Mais l'état-major et la hiérarchie militaire sont restés très nettement formés par les "nordistes" et les métis et quand la situation des soldats s'est dégradée du fait de l'intensification de la guerre, d'une corruption qui a commencé à gagner certains secteurs de l'armée et de l'aggravation des détournements touchant même les approvisionnements prioritaires de l'armée, pour une partie des soldats dont "l'ennemi" est parfois leurs familles, l'effet de rejet a été très fort. Il y eut dans les dernières années de la guerre une très grande augmentation du nombre des réfractaires et des déserteurs.

ou même à Benguela-Lobito d'autres partis que l'UNITA prétendant représenter les Ovimbundu, si ce n'est le parti-État MPLA⁷⁴.

Le peuple dans l'affrontement politique à l'aube de la transition

"Dialectique forcée" des alignements politiques

Le "peuple angolais", bien que partout abandonné en tant que *povo*, n'est pas partout dans la même situation économique. Il n'est pas partout non plus, selon des lignes qui ne se recoupent pas toujours, dans la même situation "morale". C'est en fonction de l'ensemble des aspects de sa situation qu'il se situe dans l'affrontement entre UNITA et MPLA et que plus largement il s'identifie.

Différemment de ce qu'il en est dans d'autres situations de parti unique où il n'y a pas cette bipolarisation militarisée du champ politique, la situation des individus et des catégories ou groupes sociaux (familiaux, ethniques, sociaux, etc.) ne se définit jamais "d'abord seulement" en fonction de leur position par rapport au pouvoir d'État et aux ressources : le rejet de l'autre est une des forces principales tant de l'UNITA que du MPLA. Elle a permis à chacun de préserver une légitimité dans certains secteurs qui se sentaient — parfois "malgré tout" — associés à leur camp (les "familles"), de garder éventuellement le soutien d'individus ou de groupes qui se sentaient, malgré les effets négatifs de ce pouvoir, davantage menacés par l'autre pouvoir ressenti comme plus étranger, plus nuisible, moins respectueux de leur identité. Hors des appareils et des "familles", le retrait par rapport à l'un des camps de l'affrontement politico-guerrier se sanctionne ainsi souvent par un basculement en soutien à l'autre, selon une "dialectique forcée" que la guerre et les "deux partis uniques" et armés ont ancrée.

Des failles et des contradictions, différentes pour chacun des camps, parfois déjà actives, parfois seulement potentielles, existent cependant.

74. Le Forum démocratique angolais formé par des dissidents de l'UNITA (souvent des Ovimbundu) a été le premier à faire connaître au dehors les violations des droits de l'homme dans le mouvement de Savimbi. Mais c'est une scission de cadres, politique et non ethnique dans ses objectifs ou son orientation implicite. Elle tenta bien sûr de gagner une fraction significative des Ovimbundu, sans réel succès. De même qu'échoua la tentative de gagner des voix sur l'UNITA faite d'abord dans le MPLA puis hors de lui par Daniel Chipenda. La bipolarisation a certainement joué dans l'un et l'autre de ces échecs, mais ils me semblent témoigner aussi du peu de "répondant" directement ethnique des Ovimbundu.

Forces et contradictions potentielles de l'UNITA

C'est le camp de l'UNITA qui apparaît le plus soudé — et l'est plus encore dans la perspective d'une victoire attendue. Le rejet du pouvoir des élites du MPLA, le rejet de la misère et de la marginalité ont joué pour des secteurs larges vivant dans la "société du MPLA" et se définissant d'abord contre ce pouvoir pour les faire pencher (adhérer, consentir, préférer), dans un affrontement dual, vers l'UNITA. Elle a gagné un soutien majoritaire dans la population ovimbundu, mais elle peut aussi en mai 1991 compter, sur la base principale du rejet du pouvoir du MPLA sur des soutiens dans une partie des Bakongo⁷⁵, ainsi que sur d'autres soutiens sur une base proprement ethnique⁷⁶. Elle a aussi gagné des soutiens sur une base sociale dans des minorités significatives des populations rurales dans diverses régions du pays (y compris dans des zones mbundu) et au sein des fractions les plus déshéritées des populations urbaines.

Les soutiens qu'elle a acquis ne sont pourtant pas irréversibles. Même parmi les Ovimbundu, l'hégémonie politique de l'UNITA est riche de contradictions.

Les sociétés qui se sont développées sous les deux pouvoirs ont en effet marqué très différemment les individus et les groupes. Alors que la "société de l'UNITA" s'est ruralisée dans sa composition et son expérience sociale, et s'est caporalisée dans l'isolement d'une dictature totalitaire, la "société du MPLA" (toutes ethnies et opposants, dissidents, sympathisants anciens ou nouveaux de l'UNITA compris) s'urbanisait de façon accélérée et en son sein même la société rurale s'y organisait, là où elle n'avait pas été déstructurée et déplacée, selon de tout autres modes que celle très fortement encadrée de l'UNITA⁷⁷. L'opposition est très forte entre les "cultures" qui se sont développées dans les villes à majorité ovimbundu du haut plateau ou

75. En l'occurrence ceux des Bakongo qui souffrent davantage de la misère ou du rejet, ou dont la situation est plus indépendante du système, ou encore qui reste, du fait de son ancienne opposition politique au MPLA, "familialement" opposée à ce parti.

76. ... dans les groupes qui, si l'histoire récente a réactivé ou permis que se maintiennent vivaces d'anciennes oppositions ethniques locales ou nationales, se définissent principalement en fonction de leurs rapports avec d'autres qui sont nettement "du côté du pouvoir".

77. N'ayant pas eu besoin, grâce au pétrole, de la production paysanne, le gouvernement-MPLA n'a pas non plus eu besoin d'encadrer et de dominer cette paysannerie ; aussi n'a-t-il pas mené à son endroit la politique coercitive comme le FRELIMO mozambicain, et n'a-t-il pas condamné et réprimé non plus violemment, comme l'a fait son parti "frère", les manifestations du "pouvoir féodal" ; il les ignore, les méprise. Ce facteur de rejet du pouvoir ne joue pas en Angola contre le MPLA. Il y a pourtant eu négation par le pouvoir angolais des identités (africaines-bantu, ethniques, claniques...) qui ne sont pas celles que valorise l'idéologie officielle (multiracialisme, angolité, universalisme), qui est un facteur de retrait non seulement pour les Ovimbundu mais pour de larges fractions populaires et

de la côte et plus encore à Luanda, et la "culture de l'UNITA" formée dans les *terras livres*. Si cela n'aura pas de conséquences en ce qui concerne la population administrée au moment de Bicesse par l'UNITA, qui pourra reprendre sa place dans un Angola pacifié sans problème, la compatibilité sera faible entre le dirigisme militaire qui a caractérisé le fonctionnement de l'organisation politico-militaire pendant tant d'années et les modes civils de vie qui sont ceux des Ovimbundu urbains. Quel que puisse être le rejet du MPLA de la part de la majorité des élites et du peuple, il y a là un facteur profond de crise potentielle dans les rapports entre une UNITA au pouvoir et ses soutiens urbains, les Ovimbundu comme les autres. Il en va largement de même pour ceux des "cadres angolais de l'extérieur"⁷⁸ qui soutiennent l'UNITA, qu'il s'agisse de Blancs⁷⁹, d'Ovimbundu ou d'autres Angolais : ils sont tout à fait étrangers à l'expérience vécue par l'organisation elle-même et ne peuvent que constituer à brève échéance une sorte de contre-élite, d'élite "civilement supérieure" à celle issue de son appareil politico-militaire. Ils soutiennent l'UNITA par anti-communisme principalement pour les Blancs, pour les Ovimbundu souvent aussi sur la base originelle de constitution de l'UNITA, par rejet des élites "créoles" arrogantes de la capitale. Mais ils ne sont certainement pas prêts à se soumettre aux ordres d'une direction dictatoriale et à accepter la montée dans l'appareil d'État, sur la base de la "légitimité des armes"⁸⁰, de gens qu'ils voient déjà un peu et verront inmanquablement comme des "gardes rouges", et qu'ils ne reconnaissent pas comme leurs égaux. Pour le moment, dans la perspective de la victoire, ils font sauf pour une toute petite minorité bloc derrière l'UNITA et son chef, et n'entendent nullement se dissocier d'aucune de

aussi pour une partie des "nouveaux assimilés" qui continuent à s'opposer identitairement aux "anciens assimilés" (qui mène en général pour ceux qui ne sont pas en position centrale dans le bloc au pouvoir, à l'opposition au MPLA ; et pour ceux qui sont au coeur de ce pouvoir, à la poursuite des rivalités internes). Mais dans le système réellement existant, la tolérance sur le terrain à ce qui n'est pas conforme modère les effets de cette négation et parfois de ce mépris.

78. Dans la perspective d'un accord entre les belligérants, nombre de cadres angolais ou ayant vécu en Angola qui avaient quitté le pays, à l'indépendance ou au long des années, se sont réunis à Lisbonne pour aider à et prendre leur place dans la reconstruction de l'Angola. Rassemblement très ambigu mêlant le mal du pays (ou de l'ancienne colonie), le souci de son développement, celui du développement personnel des gens qui s'y engageaient (ou des entreprises portugaises pour lesquelles ils travaillaient), le premier "Congrès des cadres angolais de l'extérieur" a été malgré une présence du gouvernement, nettement dominé par l'UNITA.
79. Les Angolais blancs sont assez nombreux dans l'émigration au Portugal à soutenir l'UNITA, alors qu'ils sont rares dans l'organisation politico-militaire proprement dite.
80. La légitimité des armes est, on s'en doute, au terme du parcours de l'UNITA extrêmement forte. Elle est indubitablement plus forte encore que ne l'était celle du MPLA quand il est entré à Luanda en 1974-75. Et les Angolais "de l'intérieur" y sont, après ce qu'ils ont vécu, encore moins réceptifs qu'ils ne l'étaient à l'époque.

leurs initiatives ou de leurs actes, fussent-ils particulièrement attentatoires à la liberté et aux droits de l'homme au nom desquels pourtant beaucoup disent avoir rejoint la lutte de l'UNITA contre le MPLA⁸¹. Mais la coexistence entre eux et l'appareil politico-militaire ne pourra à terme être pacifique.

Pour ce qui est de cet appareil, il est à la fois extrêmement soudé et très dépendant de la personne même de Savimbi⁸² : tous les dirigeants et cadres sont marqués par le fonctionnement dictatorial autour de Savimbi, l'acceptent et le reproduisent⁸³, mais le maintien de leur cohésion nécessite que Savimbi occupe la place du chef et que cette place ne soit pas "soluble" dans la paix et la société "normale". Il y a là un risque réel, plus réel sans doute que l'hypothèse d'imposition au pays par une UNITA victorieuse d'une dictature calquée sur celle des *terras livres*, proprement impraticable. L'ouverture à une vie civile ordinaire représente bien un danger pour l'UNITA : elle le percevra d'ailleurs vite et y réagira selon sa nature, en contrôlant la sortie des populations et des cadres vers la société "extérieure" et en dénonçant le caractère corrupteur de celle-ci (et corrosif pour elle) — réaction de crispation et de contrôle, manifeste, qui lui aliénera des soutiens auparavant acquis. De plus, les pratiques de pouvoir personnel brutal de Savimbi ont laissé des traces, malgré la soumission et la force de l'idéologie justificatrice de la répression : le cercle du pouvoir autour de lui s'étant resserré, ceux qui ont été de plus en plus marginalisés (non-Ovimbundu, Ovimbundu du Huambo, catholiques, clans et élites jugés menaçants pour son pouvoir) et qui ont vu certains de leurs parents ou de leurs amis éliminés, leurs familles parfois décimées, sont les mieux à même de savoir ce qu'est la réalité du pouvoir de Savimbi. Si eux aussi sauf exception⁸⁴ font bloc contre le MPLA et dans la perspective de la victoire, le népotisme et le caractère punitif du pouvoir du chef ne peuvent, dans un cadre libéré du strict centralisme répressif permis par la guerre, que produire des effets en retour contre le maintien des allégeances.

81. Un petit groupe de dissidents formé autour de jeunes étudiants de l'UNITA donna naissance au FDA. On est cependant frappé du retrait rapide ou de la surdité et de l'aveuglement de beaucoup des cadres de l'extérieur soutenant l'UNITA quand ces jeunes les approchent avec notamment des éléments très crédibles sur de graves violations des droits de l'homme au sein du mouvement.

82. Incomparablement plus que celui de la nomenclature du MPLA par rapport au Président. En ce sens, "on comprend" les tentatives d'élimination de celui-ci, la disparition du chef charismatique pouvant signifier la désagrégation de son organisation.

83. En ce sens le "problème" que constitue l'UNITA pour la démocratie n'est pas seulement Savimbi, l'organisation qu'il a construite a favorisé l'émergence et la promotion d'un certain type de dirigeants, à son image (sans compter que la plupart des dirigeants ont été amenés à consentir sinon à participer à la répression).

84. Dont celle, "divine surprise" (?) pour le MPLA, de la défection au printemps 1992 de deux très anciens et hauts membres cabindais de la direction.

L'UNITA est longtemps restée pour beaucoup, pas seulement à l'extérieur du pays mais aussi, dans la société du MPLA, pour le peuple angolais et même une partie des élites, une réalité abstraite. Chacun réagissant d'abord contre le pouvoir qui le domine ou qui l'a opprimé ou humilié, elle a pu gagner le soutien d'une majorité de la population ovimbundu, amenée à se reconnaître en elle, et des sympathies plus largement dans des secteurs d'autres groupes sociaux, ethniques, politiques parce qu'elle était vue essentiellement dans son statut d'opposition résolue et "unique" au MPLA. Mais la confrontation avec sa réalité concrète risque d'être périlleuse pour ces sympathies et même pour son hégémonie parmi les Ovimbundu. Comme elle s'était tôt aliéné les populations de l'extrême-Sud du pays du fait de la politique de la terre brûlée menée là par l'armée sud-africaine, comme elle s'est aliéné aussi, même parmi les Ovimbundu, les groupes, les villages, les familles qui dans cette guerre ont, quels qu'en aient été les raisons ou le hasard, plus souffert d'elle que de l'armée du MPLA, elle risque, avec l'ouverture "au monde", de s'aliéner certains de ses soutiens proprement ovimbundu. Elle est une cohorte d'acier, pourtant fragile.

Retraits et désaffection par rapport au gouvernement-MPLA

Le MPLA tire lui aussi une partie de sa force du rejet de son ennemi, qu'il se fasse sur une base politique, historique ou identitaire. Une autre partie tient à ce qu'étant un parti-État, il est la clé de l'accès au pouvoir et aux biens et contrôle l'essentiel de la redistribution même après l'amorce de réformes économiques. Il est pour la très grande majorité des Angolais, contrairement à l'UNITA, un pouvoir concret.

Or si la richesse en pétrole lui a permis d'assurer un certain niveau de redistribution, la chute des cours, l'aggravation de sa nature nomenklaturiste corrompue et la politique récente de libéralisation économique se traduisant pour le peuple par des difficultés accrues et pour la nomenklature par le maintien des privilèges et une reconversion économique massive, font qu'alors que la guerre cesse d'engloutir des ressources considérables, le fossé reste immense entre la population et le sommet de l'État, et les bénéficiaires secondaires sont eux-mêmes de plus en plus déclassés.

Depuis longtemps l'abandon dans lequel le gouvernement les a laissées lui a aliéné des populations rurales de diverses régions, lui a aliéné dans les villes les populations les plus démunies même dans les "groupes ethniques" très représentés au sein de la nomenklature : à part ceux qui sont directement favorisés à travers des réseaux clientélistes forts, les miettes qui arrivent à ces populations sont de plus en plus insuffisantes pour leur permettre de vivre. Une coupure proprement sociale s'est ainsi renforcée malgré la

dépendance liée au fonctionnement clientéliste entre ceux qui profitent et ceux qui souffrent du régime. Si elle amène parfois un "bascullement" vers l'UNITA, elle se manifeste plus généralement par une désaffection et un retrait par rapport au pouvoir.

La crise sociale a pris une telle ampleur que les moyens possibles pour assurer la survie ou la situation matérielle sont "illégaux" (revente, trafics, prostitution) et même, pour des minorités croissantes de la population, "antisociaux". Les rapports sociaux et la "culture urbaine" qui se sont développés sous le "socialisme réellement existant" et tout particulièrement dans la capitale peuvent difficilement être qualifiés d' "urbains" tant les conditions de vie d'une grande partie de la population sont infra-urbaines, l'arbitraire continue à régner, le recours à la violence est toujours plus fréquent à la fois chez les contingents de marginaux et délinquants que fournissent les déserteurs et réfractaires que chez une partie non réprimée de l'appareil policier. L'impunité dont jouissent tant les détenteurs d'autorité qui en abusent qu'une large partie de la délinquance signifie que la population se sent de moins en moins protégée et en sécurité.

Alors que les seules manières de s'en tirer sont pour la majorité de la population clientélistes, individuelles ou, quand les associations furent autorisées, mais alors seulement pour les élites⁸⁵, corporatistes le retrait par rapport au pouvoir se manifeste surtout dans la recherche de refuges contre la dureté et la violence des rapports sociaux. C'est cela que manifeste surtout le développement très rapide d'une multitude de sectes et d'Églises, certaines très particularistes, locales, ou fortement ethniques, d'autres au contraire internationales, qui ont pénétré le "marché spirituel angolais", parmi les Bakongo notamment chez lesquels l'organisation religieuse synchrétique et sectaire a une forte tradition, mais désormais bien au-delà de leurs rangs parmi toutes les populations angolaises. Avec des accentuations et des recrutements sociaux divers (on y trouve à la fois les déshérités et les aspirants à la richesse), toutes ces Églises qui offrent un refuge spirituel ou promettent la santé, le salut, la fortune et recrutent largement sont un peu l'équivalent spirituel de la débrouille et du sauve-qui-peut dans les marges du système. L'aliénation par rapport au gouvernement se traduit dans de larges secteurs populaires par une désaffection générale du champ politique dont ils ne pensent pas qu'il les concerne et puisse leur apporter ce dont ils ont besoin et à quoi ils aspirent, par une profonde désorientation, une fragmentation. Elle n'est facteur ni d'alignement politique dans l'un ou l'autre camp, ni non plus de mobilisation civique ou sociale.

85. Dans le système non démocratique mais cooptatif du parti-État, sont forts surtout, et ont une chance d'être en partie efficaces, les corporatismes des groupes "socioprofessionnels" ou autres en position de négociier parce que le parti-État a besoin d'eux (c'est-à-dire, sauf pour les travailleurs de secteurs stratégiques, pour les élites).

Rejets des pouvoirs armés, germes de conscience civique et d'organisation autonome

Cette situation n'a bien sûr pas favorisé l'autonomie politique, civique ou sociale des citoyens. Mais la misère populaire, l'arbitraire de la nomenklature, ses privilèges, sa tolérance à la corruption, son cynisme et son arrogance lui ont aussi aliéné non seulement des secteurs populaires mais, malgré le rejet souvent très fort de l'UNITA dans ces couches, une partie des cadres et des élites.

Certains groupes ont commencé à s'organiser indépendamment des deux "partis armés" et contre le pouvoir de partis armés, sur la base d'une revendication démocratique, avec des différences d'orientations, plus libérales ou plus sociales, mais qui ne sont pas dans le contexte angolais d'alors les lignes de clivage. Ces initiatives sont principalement le fait de cadres ayant participé à d'anciennes dissidences, ou d'individus ayant souffert du régime et donc non retenus par la "solidarité" qui en emprisonne d'autres. C'est surtout parmi les anciennes oppositions les plus marquées par les "anciens *assimilados*" que se recrutent par exemple les cadres de l'Association civique angolaise (ACA), les partis étant eux formés tant à leur initiative qu'à celle d'autres élites, et parfois en commun.

ACA et partis démocratiques représentent une aspiration plus large que le milieu socio-culturel et politique de leurs dirigeants, parmi les cadres — sur la base soit du refus de l'arbitraire du pouvoir ou d'une préoccupation de déontologie, soit d'une idéologie de la compétence technique, soit encore de la conscience de l'iniquité du système et de l'accaparement du pouvoir et des biens au détriment de la population — et dans les milieux populaires.

L'Église catholique a eu à cet égard un rôle éminent. L'Église méthodiste qui avait fourni tant de cadres au MPLA et qui, malgré l'athéisme officiel, a pu continuer à jouir d'une position privilégiée, est restée muette sur les responsabilités du régime (et pas seulement de la guerre) dans la situation du peuple, et a perdu de l'influence au long des années. L'Église catholique, elle, avait au contraire souffert à l'indépendance de sa longue collaboration avec le pouvoir colonial, de son statut de "religion d'État", et subi l'hostilité du gouvernement-MPLA qui en avait fait un ennemi idéologique majeur. Mais elle s'est ensuite reconstruite (avec à sa tête des évêques dont beaucoup avaient soutenu le mouvement nationaliste) non seulement à travers son oeuvre caritative mais précisément sur la base de son affirmation des droits du peuple à la paix et, bientôt, à la démocratie, et de la nécessité de la réconciliation. C'est l'intervention publique et ferme de la hiérarchie contre la misère et l'arbitraire, le pouvoir des "seigneurs de la guerre", celle de ses prêtres et de ses catéchistes dans les paroisses, qui ont permis à l'Église catholique de retrouver sa position dominante en Angola — sur des bases, donc, inverses, dans son rapport au pouvoir, de celles de la période coloniale.

Son très grand essor et ses positions ont à la fois reflété et fait avancer la désaffection populaire par rapport aux pouvoirs armés, dans le sens non d'un simple retrait ou d'un basculement vers l'un des deux camps mais d'une prise de conscience civique de la population. D'une prise de conscience, non d'une mobilisation cependant : c'est sa hiérarchie qui s'exprime, mais l'Église ne choisit pas de susciter elle-même de mouvement civique ni d'entrer sur le terrain politique, en organisant par exemple un parti catholique. Elle ne tente pas non plus (conception hiérarchique de son magistère ou crainte d'une possible répression ?) de mobiliser ses fidèles hors des paroisses sur des objectifs comme la paix ou le désarmement. Mais elle apporte un soutien moral à l'ACA. Les Lettres pastorales des évêques sont en quelque sorte, avant comme pendant la transition, la base morale d'une "troisième force", ses positions ayant un écho aussi dans les milieux protestants et au-delà des milieux religieux. C'est en son sein surtout que se réalise une jonction sur des bases civiques entre des couches populaires et des élites, des cadres engagés dans une politique laïque, autrement coupés du peuple.

Ces embryons de constitution d'une conscience, d'une force civique et d'une "troisième force" politique démocratique sont cependant faibles du fait de nombreux facteurs : d'abord des dépendances matérielles et mentales qui se sont ancrées dans la population et les élites, de la crainte de perdre sa position, de celle d'affaiblir un MPLA conçu comme un "moindre mal" par rapport à une victoire de l'UNITA; mais aussi de l'absence de culture démocratique : la culture politique du MPLA est très marquée non seulement par le modèle "marxiste-léniniste" du parti unique mais aussi par celui de la "légitimité historique" qui lui donnerait le droit et le devoir de diriger seul le peuple angolais, et cette légitimité reste forte pour beaucoup de ceux qui étaient "du côté du MPLA" dans la polarisation de la lutte nationaliste et de la guerre d'indépendance. Les cadres de l'État (bénéficiaires mineurs du régime) ne sont pas très nombreux à s'organiser ouvertement, même dans l'ACA ouverte à tous indépendamment des affiliations ou sympathies partisans, rejointe seulement par un nombre infime de ceux qui se reconnaissent comme de "la famille du MPLA" : pour celle-ci, le refus de faire quoi que ce soit qui pourrait affaiblir le "camp du MPLA" contre l'UNITA est dominant, malgré parfois la conscience de l'iniquité du système et de la nécessité qu'une "troisième force" apparaisse⁸⁶.

86. Même dans la "famille du MPLA" il y a une certaine reconnaissance que l'"ennemi" n'est pas purement "fantoche" et la conscience que le régime n'est pas "populaire", une conscience de la marginalité dans laquelle sont tenus les Ovimbundu et une protestation contre la corruption.

Le mouvement civique et politique ne peut, de plus, s'appuyer sur aucun mouvement social, inexistant sous le parti unique et dont les conditions d'émergence sont très défavorables dans un système marqué par les dépendances clientélistes et favorisant la débrouille plutôt que la lutte, la recherche de biens, d'avantages et de privilèges plutôt que la revendication de droits et de salaires, les solutions individuelles plus que collectives, les corporatismes plus que l'unification. Les forces humaines qui le dirigent et qu'il organise sortent de la période du parti unique sans expérience d'organisation, de débat et de lutte démocratiques. Parfois encore très marquées par leur proche passé de tenants du parti unique, elles viennent en outre d'horizons très divers et ne sont pas complètement dégagées des méfiances et des oppositions qui les ont naguère divisées. Malgré la position d'autonomie qui est la leur, l'histoire politique dont elles sont issues fait qu'elles ont tendance à se définir surtout par rapport au camp dont elles se sont séparées : l'unification des dissidences issues du MPLA (de loin les plus nombreuses) et de l'UNITA est difficile. Ce "penchant contre" est surtout net dans le Forum démocratique angolais formé de dissidents de l'UNITA, qui n'est pas envers le MPLA dans une position lui permettant l'indépendance. Mais il n'est pas absent dans certaines dissidences du MPLA. L'échec de leur alliance sera, avec la sous-estimation de l'importance de la mobilisation civique par rapport à celle directement politique, une part de l'échec de la troisième force.

Mais quelques forces organisées, décentes et respectables existent, qui expriment les aspirations de larges secteurs populaires, et qui pourraient rallier des minorités significatives du peuple et des cadres, dans les villes surtout directement, dans les campagnes avec l'aide des milieux religieux. Pour peu que le cadre de la transition politique n'en obère pas la possibilité, une base existe pour que se développe tant une troisième force politique qu'une force civique large d'affirmation des citoyens contre l'arbitraire et pour le respect de leurs droits sociaux et démocratiques. Le refus de la corruption du pouvoir et de son arrogance, la perception que les inégalités sur lesquelles il repose ne sont pas seulement dangereuses (ayant permis à l'UNITA de gagner des soutiens populaires), mais qu'elles sont inacceptables, concernent des secteurs de la famille du MPLA elle-même et des bénéficiaires secondaires du pouvoir. Beaucoup sont retenus, contre l'UNITA, du côté du MPLA, mais il n'est pas exclu, si une dynamique civique s'instaure et si une perspective de transformation des modes d'exercice du pouvoir prend de la crédibilité, que certains de ces groupes y participent.

Malgré la force des dépendances, des lignes de fracture existent au sein même des soutiens politiques historiques et des bénéficiaires-dépendants du parti-État. De larges secteurs du peuple et des élites ne se sentent pas représentés et se distancient, certains le rejettent. Les germes existent de l'apparition de forces autonomes.

Faiblesse des divisions sociales, facteurs de recomposition

Hors du conflit entre UNITA et MPLA — dans lequel toute la population est loin de se reconnaître —, la société est d'autre part moins divisée, opposée entre elle, que fragmentée et étouffée.

Même si la guerre et le clientélisme ont renforcé certaines identités ethniques, les ralliements aux deux camps se font rarement d'abord *sur la base* de l'appartenance ethnique, et celles des identifications identitaires qui ont été maintenues voire renforcées ne s'inscrivent qu'exceptionnellement dans la bipolarité UNITA-MPLA. L'hégémonie politique de l'UNITA parmi les Ovimbundu, incontestable, n'est pas totale, et ne l'a pas par ailleurs empêché de gagner des soutiens sur d'autres bases (politico-sociales) et dans d'autres populations. La dispersion politique parmi les Bakongo témoigne du fait qu'une forte conscience ethnique n'aboutit pas à une organisation politique unifiée, peut coexister avec d'autres identifications, qui sont celles qui, en mai 1991, se traduisent politiquement. Plus généralement, des mouvements s'organisent, et nombre d'Angolais dans les différentes ethnies se situent, non sur une base identitaire ou avec des revendications particularistes mais autour de la revendication de l'instauration d'un État de droit décentralisé et démocratisé.

Les différences ethniques et socio-culturelles au sein de la population ne sont en outre pas porteuses de séparation géographique (sauf, mais c'est un cas à tous égards spécifique, pour Cabinda), et l'Angola n'est pas plus "sécable" en mai 1991 qu'il ne l'était auparavant : les Bakongo pourraient vu leur situation frontalière et leur histoire envisager une séparation, mais leur réinsertion en Angola a amené une quasi-disparition des vieilles tendances séparatistes en leur sein; quant aux Ovimbundu, leur avenir ne peut être que l'Angola, sauf considérable bouleversement. Politiquement d'ailleurs, contrairement à celle du FNLA, la lutte de l'UNITA n'a jamais eu de visées séparatistes, et c'est toujours la lutte pour le pouvoir central qui est en jeu pour elle.

L'Angola n'est pas non plus géographiquement divisible entre un "pays du MPLA" et un autre "de l'UNITA". Il n'y a pas de camp sudiste autour de l'UNITA, nordiste autour du MPLA : les populations du Cunene, de Namibe, d'une partie de la Huila sont nettement ou majoritairement du côté du MPLA, celles de Benguela et du Kwanza-Sul partagées, l'UNITA a des soutiens dans le nord du pays. Il n'y a pas non plus d'un côté des populations "de l'est", de l'intérieur, qui seraient celles de l'UNITA, et de l'autre celles "de l'ouest", de la côte, qui seraient acquises au MPLA. On ne peut pas séparer non plus, en termes de soutiens populaires, un "MPLA des villes" et une "UNITA des campagnes". Parler ainsi, comme on le fait souvent en généralisant et absolutisant l'une ou l'autre caractéristique partielle et relative du soutien aux deux camps, revient à donner une image fautive de la géographie

sociale de ce pays, gommant la complexité des facteurs qui influent sur les choix de la population, et hypertrophiant et "politissant" les divisions dans la population.

Or les oppositions entre Angolais sont, hors de certains secteurs limités, peu porteuses de conflit. UNITA et MPLA sont devenus avant tout des appareils politico-militaires, et ceux-ci sont directement engagés dans une lutte pour le pouvoir. Malgré leurs divisions internes, chacun fait bloc contre l'autre. Du côté du gouvernement, l'alliance des factions rivales de profiteurs du régime se fait pour une lutte déterminée contre une victoire de l'UNITA, mais aussi contre tout relâchement de la mainmise de l'appareil sur les moyens du pouvoir, le surgissement de toute alternative. De même l'appareil politico-militaire de l'UNITA est-il soudé dans son désir d'arriver à un pouvoir qu'il n'est pas prêt à partager. Ces appareils tirent une grande partie de leurs soutiens du rejet que suscite leur ennemi, qu'il repose sur sa perception comme un pouvoir où sont dominants d'autres que soi, sur la conscience d'un antagonisme social, d'une incompatibilité culturelle ou d'une menace liée, en cas de victoire de l'autre, à la "revanche" qu'il exercerait contre le camp de l'ennemi. Ce type de rejet, qui amène un ralliement des "familles" autour de leur camp, est cependant loin d'être général. Au-delà de ces appareils, puissants mais très minoritaires, au-delà des "familles", le peuple angolais est parcouru par des tendances diverses, ses différences et parfois ses divisions ne s'inscrivent que très partiellement dans l'affrontement entre les deux belligérants. Hors de cet affrontement, les lignes des divisions et des regroupements en son sein, d'importance inégale, multiples, ne sont pas congruentes, elles n'aboutissent qu'exceptionnellement à l'émergence de "groupes" (sociaux, ethniques) qui se définiraient identitairement.

La cristallisation en "camps" elle-même est, surtout, largement liée à la guerre et à l'impossibilité d'apparition tant de forces indépendantes que, au sein de l'un ou l'autre bloc, de tendances contestataires ou réformatrices. Dans la "société du MPLA" — celle où cela peut se manifester —, la perte de ses soutiens par le gouvernement est très grande, du fait de l'ampleur de la prédation et des inégalités, malgré la puissance de contrôle social propre au système des redistributions nomenclaturistes. La crise sociale s'étant traduite par l'atomisation, la fragmentation sociale et le développement de l'illégalité et de la violence, le souci de s'assurer les moyens de sa subsistance occupant l'essentiel de l'existence quotidienne, le retrait et la désaffection par rapport au pouvoir, et plus généralement la dépolitisation, l'abandon du champ politique, l'emportent sur l'organisation autonome, qu'elle soit sociale, civique ou politique. Mais les indices d'une recomposition, d'une émergence de la société civile, certains embryons d'organisation civique et de forces politiques démocratiques émergent, et des bases existent pour un soutien de secteurs populaires et d'une partie des cadres à de telles forces.

Seize ans de guerre et de domination de pouvoirs de partis uniques ont eu sur la population des effets principalement délétères : elle a été défaite, déstructurée, désagrégée, elle est sans tradition d'organisation, sans voix — il n'y a pas de "société civile" — ; tout, après la signature de la paix, est à construire. Mais si elle est fragmentée, en partie divisée, les véritables oppositions (sociales, ethniques, etc.) "au sein du peuple" sont en revanche faibles.

Et ces seize ans ont aussi eu un effet positif: ils ont amené une immense lassitude de la guerre, un ardent désir de paix et la volonté de réconciliation; ils ont amené dans les deux camps une délégitimation massive de la violence, même parmi ceux pour qui leur camp avait eu raison d'employer les armes et reste, comparé à l'adversaire, le moindre mal⁸⁷. Du fait des dégâts considérables qu'a entraînés la guerre pour la très grande majorité de la population, beaucoup en sont venus à considérer les deux partis comme des seigneurs de la guerre se disputant le pouvoir sur eux.

Le regroupement en deux camps et le rejet sans alternative de l'un vers l'autre, produit du conflit militaire, risque en outre, la bipolarisation étant une "condition de possibilité" de leur maintien comme tels, de perdre sa force si la guerre s'arrête et si s'ouvre une transition démocratique où les aspirations positives, diverses, des Angolais puissent s'exprimer sans peur. Il n'en sera cependant pas ainsi.

DES "ACCORDS DE PAIX" CONTRE LA DÉMOCRATIE

Le très grand pouvoir de pression de la "communauté internationale" au moment de Bicesse sur l'un et l'autre des signataires ne s'est pas exercé en faveur de la démocratisation. Celle-ci a été sacrifiée dans tout ce qu'elle pouvait avoir de substantiel — la nécessité pour les gouvernants, les pouvoirs armés, de rendre des comptes, la possibilité pour les citoyens d'exercer les droits qui leur sont reconnus, de participer à la détermination de leur avenir. La légalité contractuelle des accords vint se surimposer à la législation et constitua non une avancée mais un retrait sur la démocratisation constitutionnelle à laquelle le MPLA avait été contraint avant la signature.

87. Dans les rangs des soutiens du MPLA surtout, mais même dans ceux des soutiens de l'UNITA, dont beaucoup pourtant ont adhéré à la guerre qu'elle a menée, vue comme le seul moyen de faire céder le gouvernement. Les accords de paix ayant été signés, pour beaucoup la guerre ne se justifie plus, et la violence, qu'elle soit politique ou autre, doit cesser.

Les accords instituent en effet une totale bipolarisation du pouvoir pendant la transition jusqu'aux élections, qui signifie le désaisissement de ceux qu'ils appellent "les autres forces politiques et la société" de toute possibilité d'intervention. Tout en énonçant pieusement "l'impérieuse nécessité" de la participation de ces forces à la définition de l'avenir du pays, les accords, qui balisent très minutieusement non seulement ce qui relève de la pacification proprement dite et du processus électoral mais bien toute la vie politique et militaire jusqu'au scrutin, ne prévoient en effet pour elles aucun pouvoir de décision, aucune place dans les deux centres de pouvoir qu'ils établissent : elles n'en ont pas dans la Commission conjointe politico-militaire (CCPM) mise à la tête de la transition et responsable de l'application des clauses politiques et militaires des accords, dont UNITA et MPLA sont "membres" ; elles n'en ont pas non plus du côté du gouvernement laissé au seul MPLA après que l'UNITA eut refusé d'entrer dans un gouvernement de coalition. Elles n'ont pas même de lieu d'expression, de droit de regard, de droit de savoir.

Ne prévoir aucune place dans un processus politico-militaire aussi strictement verrouillé est irrémédiablement exclure la possibilité que ces forces pèsent d'un poids quelconque. La bipolarisation qui est le cœur et la substance des accords de Bicesse, donnant une "prime politique" aux deux "partis armés", légitime et renforce en fait leur double monopole sur la transition : tout ce qui ne relève pas de la "gestion" laissée au gouvernement revient à la CCPM où MPLA et UNITA fonctionnent au consensus. S'ajoutant à la disproportion considérable entre leurs moyens (appareils, position, finances, soutiens extérieurs) et ceux de toutes "les autres forces" politiques, et faite au bénéfice de deux partis peu enclins à la démocratie, cette bipolarisation équivaut à une confiscation de la démocratie et du multipartisme légal au profit des belligérants-signataires. Elle réduit la démocratie à des élections tenues "sous multipartisme", mais pour tout ce qui est décisif, de fait sous un "bipartisme unique".

Cette élimination de tout droit et de tout contrôle des Angolais "non armés" sur la transition va de pair au niveau international avec la place subalterne de l'ONU, organisation pourtant a priori la plus à même d'assurer la poursuite des objectifs affichés. Elle avait été appelée dans les négociations au tout dernier moment, n'y avait pas pris part et ne fit, à Bicesse, qu'entériner les accords et accepter d'en "contrôler" l'exécution, mais en position seulement seconde : alors que les pays de la troïka (EUA, URSS puis Russie, Portugal) siègent de droit en permanence avec le titre d' "observateur" dans la CCPM, l'ONU n'y est qu' "invitée". Son intervention touche à des questions décisives, vitales pour la pacification : outre les élections (qu'elle n'organise et ne contrôle pas, mais "observe" seulement), il s'agit du respect du cessez-le-feu, du cantonnement et de la démobilisation des deux armées, de la formation d'une armée unique, du désarmement, de la neutralité de la

police... Mais son mandat ne lui donne pas de contrôle direct. De surcroît, les moyens financiers et humains alloués à la mission de l'ONU, l'Unavem, rendent d'emblée tout contrôle sérieux impraticable : ils sont absolument dérisoires par rapport à ceux des autres opérations de rétablissement de la paix menées par l'ONU. En Namibie trois fois plus d'argent et dix fois plus d'hommes avaient été engagés pour une population cinq fois moins nombreuse et un problème de démilitarisation incomparablement plus "facile". Au Cambodge, plus proche de l'Angola à ces égards, vingt fois plus d'hommes et plus de dix fois plus de fonds furent utilisés. C'est avec 350 observateurs militaires que l'Unavem doit contrôler le désarmement de deux armées surarmées totalisant près de 200 000 hommes ; c'est avec 90 policiers qu'elle doit veiller à la neutralité de la police ; c'est, au moment de son plus fort engagement, avec un personnel civil de 400 observateurs qu'elle doit "observer" le vote de près de 6 000 bureaux...

Alors même que les raisons pour lesquelles les deux belligérants signent nécessiteraient moyens et garanties très substantiels, le très fort accompagnement international du processus de paix s'accommode d'une faiblesse insigne des contrôles : surinvestie internationalement, l'opération angolaise est aussi une opération au rabais. En l'absence de contrôle des "Angolais non armés" sur le processus de pacification, c'est sur la pointe d'épingle de la bonne volonté et de la bonne foi des deux parties angolaises — aidées, conseillées, certes, mais pas sérieusement contrôlables par la "communauté internationale" — que repose l'application des accords.

Ceux-ci sont bien sûr le produit d'une négociation et de compromis âprement disputés, et tout n'y a pas été imposé par une main unique. Mais les États-Unis avaient dans la troïka des observateurs un poids décisif. Celui-ci n'a pas tendu à ce que soit mis en œuvre un processus favorisant la pacification démocratique du pays. Loin d'imposer de telles conditions à leur allié, comme ils le pouvaient indéniablement alors, les États-Unis ont surtout pesé pour renforcer sa position, fut-ce au mépris du réalisme et même au risque de la pacification elle-même. Leur poids a été décisif dans le fait que la direction internationale de la transition n'ait pas été l'ONU mais la troïka "reconduite" comme "observateur" principal et en titre. Ainsi, les principaux "représentants" de la communauté internationale n'étaient pas mandatés par l'organisation internationale mais par trois gouvernements. Responsabilité américaine aussi dans l'acceptation par les autres "parties internationales" d'une si grande faiblesse des contrôles ; dans le fait qu'au sein de cette troïka comme de la CCPM, pour arriver au consensus nécessaire des deux parties angolaises, tout soit affaire de négociations, de pression ... et de poids ; dans l'adoption d'un calendrier parfaitement irréaliste, beaucoup trop court, tant dans sa durée globale pour pouvoir espérer tenir les élections dans un environnement matériellement et politiquement pacifié, que pour accomplir dans les temps fixés une quelconque des clauses politiques ou militaires

prévues. Mais cette précipitation à ne pas démocratiser devait être favorable à la victoire de l'UNITA. Seuls les rapports de forces nationaux et surtout internationaux au moment de Bicesse, et la conviction de tous ceux — MPLA compris — qui alors prirent part aux négociations que cette victoire était déjà acquise, jointe à la garantie apportée par la présence des États-Unis, permirent la signature de tels accords. En outre, hautement célébrée...

La logique de guerre et de radicalisation de la bipolarisation

Alors que leur conversion à la démocratie est récente et formelle, alors qu'ils sont devenus des appareils politico-militaires aux logiques et aux ambitions hégémoniques, c'est aux deux partis armés que les accords remettent le soin exclusif de la transition. Pire, le résultat des négociations ayant été non la formation d'un gouvernement de transition où ces deux pouvoirs auraient au moins dû composer l'un avec l'autre et se confronter aux exigences du pays, mais la mise sur pied d'un pouvoir bicéphale (gouvernement et CCPM), ce dispositif va être décisif pour leur permettre de continuer à fonctionner comme avant. À sa faveur le MPLA pourra s'épanouir comme le parti-État qu'il est essentiellement devenu et user et abuser des ressources de l'État tant au bénéfice individuel et collectif de ses membres que pour gagner la bataille électorale et ne pas perdre le pouvoir. L'UNITA aura le loisir de se maintenir comme une organisation militarisée reposant sur la force armée et ayant pu conserver l'essentiel de celle-ci. Car tout en leur donnant le monopole du nouveau jeu politique qui doit mener aux élections, les accords vont aussi permettre à l'UNITA et au MPLA, en leur donnant à chacun un pouvoir de blocage sur l'application des accords, de ne pas se démunir (chacun à la mesure de ses possibilités) des moyens de la force s'il n'y a pas d'intervention ferme de la "communauté internationale" en ce sens.

Sinon pour la bipolarisation à laquelle ils donnent au contraire une dynamique considérable et une force cumulative, ces accords sont ainsi gros de leur non-application. Les conséquences de la latitude laissée aux deux partis armés, plus ou moins "positives" politiquement et militairement pour chacun, seront tragiques pour le pays. Alors qu'ont été marginalisées les forces civiles et non armées qui auraient pu peser dans le sens de la paix et de la réconciliation, la remise à deux forces à l'antagonisme profond du monopole de la pacification et de la démocratisation, de l'"application-violation" qui sera faite des accords, privilégiant la tenue des élections à la date prévue coûte que coûte en dépit du non-accomplissement des conditions les plus indispensables — désarmement, démilitarisation — est cause fondamentale de la reprise de la guerre.

Le cadre des accords de Bicesse a obéré les possibilités d'une démocratisation de l'État et de la société, et contribué non à une pacification progressive du conflit entre les deux belligérants mais à son aggravation. Aussi fut-ce sur une base déjà extrêmement dégradée que se déroulèrent les élections. Le conflit entre MPLA et UNITA s'était radicalisé, les deux camps ayant de plus en plus fourbi leurs armes militaires et para-militaires, politiques, médiatiques et propagandistes, et s'était aussi chargé de toute une série d'oppositions sociales à base notamment ethniques et identitaires, qui au moment de Bicesse n'avaient pas cette acuité, qui ne le recoupaient pas, qui n'étaient en elles-mêmes porteuses ni de bipolarisation ni de guerre, qui ne concernaient que des secteurs minoritaires de la population, mais qui avaient été exaltées et mobilisées au long de l'involution qui s'est produite pendant la "transition".

La reprise de la guerre ne s'est pas faite sous l'effet de la "profondeur des antagonismes ethniques", ou sous celui du "fondamentalisme ethnique" de l'UNITA. Il n'y a aujourd'hui en Angola ni "guerre ethnique" (menée par l'UNITA) ni guerre de "purification ethnique" (menée par le MPLA).

Mais il y a bien eu une nouvelle "popularisation" du conflit en même temps que son ethnisation qualitativement renforcée et, plus généralement, son "identitarisation". Dans la mesure où démilitarisation et désarmement n'ont pas été accomplis avant les élections, la guerre sera la forme possible et logique de cette radicalisation du conflit politique entre les deux seuls protagonistes de la "transition" angolaise : après des élections essentiellement conçues comme la dernière bataille de la guerre, le vaincu n'acceptera pas sa défaite et le vainqueur ne voudra pas voir entamée sa victoire. La guerre viendra décupler toutes ces contradictions, rendant la pacification du pays plus qu'aléatoire même en cas d'accord, risquant d'interdire pour des années aux habitants de l'Angola de vivre en paix et en sécurité, mettant le pays dans une situation de désagrégation sociale jamais connue, et peut-être même, ce qui était impensable humainement, géographiquement, politiquement jusqu'alors, en péril de démembrement.

Février 1994

Christine MESSIANT

Centre d'études africaines de l'École des hautes études en sciences sociales, et Groupement de recherche "Afrique australe" (GDR n° 846) du CNRS, Paris

À suivre au prochain numéro.